



Rapport financier **2016**

BOUYGUES
CONSTRUCTION

Shared **innovation**

4 **RAPPORT DE GESTION**

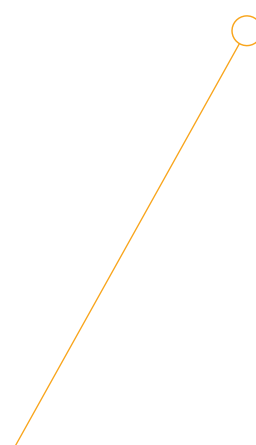
18 **COMPTES CONSOLIDÉS**

24 **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

- 24 Faits significatifs de l'exercice
- 24 Principes et méthodes comptables du Groupe
- 33 Actif non courant
- 40 Actif courant
- 42 Capitaux propres
- 43 Provisions non courantes et courantes
- 44 Actifs et passifs d'impôts non courants
- 46 Dettes financières non courantes et courantes
- 48 Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
- 49 Autres passifs courants
- 50 Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité
- 51 Résultat opérationnel et EBITDA
- 52 Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
- 53 Impôts sur le résultat
- 54 Résultat net et résultat dilué par action
- 55 Information sectorielle
- 57 Instruments financiers
- 59 Engagements hors bilan au 31 décembre 2016
- 60 Engagements hors bilan au 31 décembre 2015
- 61 Effectif moyen et engagements envers le personnel
- 63 Informations sur les parties liées
- 64 Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
- 65 Actifs ou activités détenus en vue de la vente
- 65 Honoraires des commissaires aux comptes
- 66 Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2016

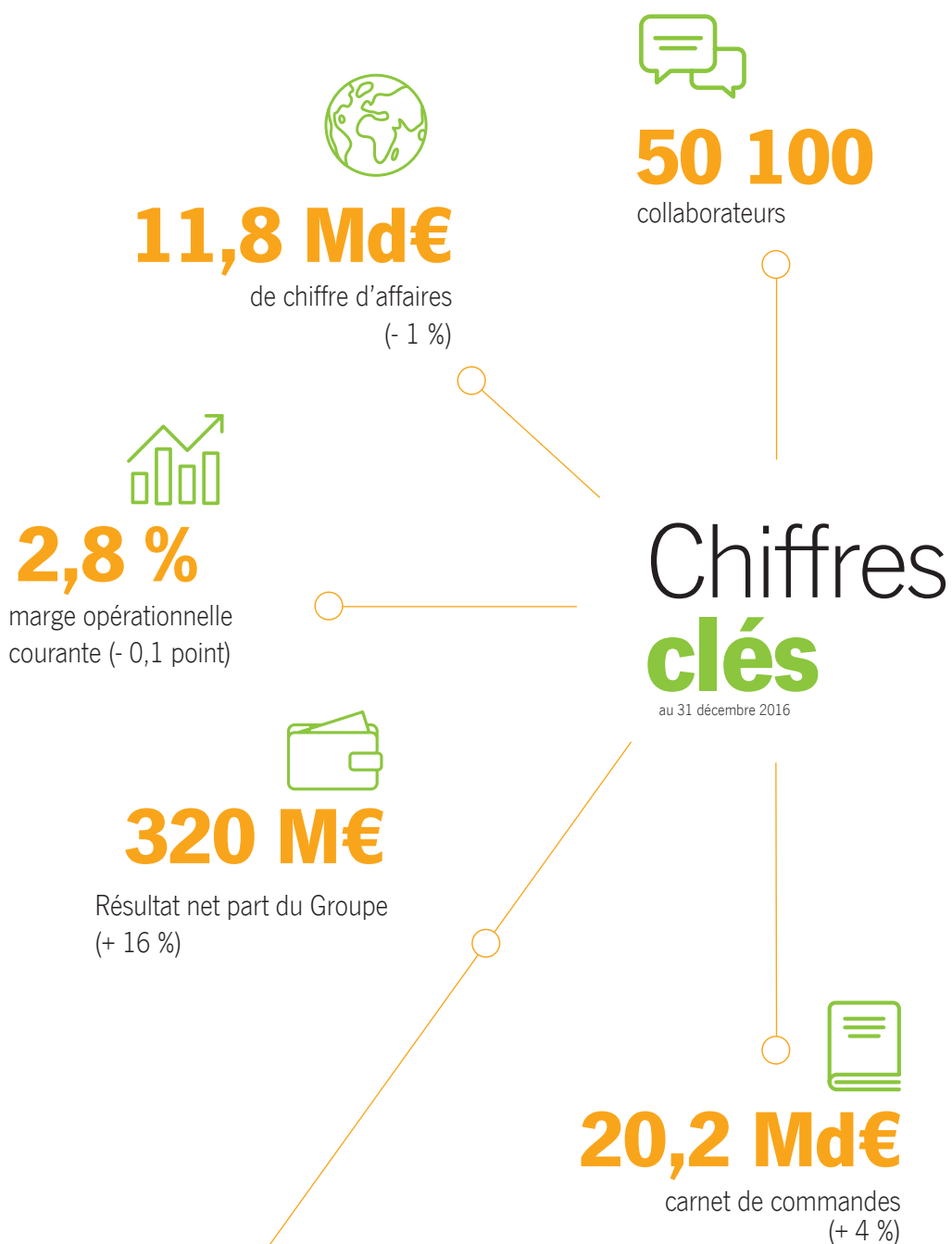
71 **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

72 **COMPTES INDIVIDUELS**



Bouygues Construction : l'innovation partagée

Acteur global de la construction présent dans plus de quatre-vingt pays, Bouygues Construction conçoit, réalise et exploite des projets dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie. Leader de la construction durable, responsable et engagé, Bouygues Construction fait de l'innovation sa première valeur ajoutée. Cette innovation partagée bénéficie d'ores et déjà à ses clients et à ses 50 100 collaborateurs.



Faits **marquants**

Contrats majeurs Ouvrages signés



- › EPR d'Hinkley Point (Royaume-Uni)
- › Nouveau Portier de Monaco
- › Extension du port de Calais
- › Déploiement et exploitation du réseau FTTH des départements du Nord et du Pas-de-Calais

Ouvrages livrés



- › Tour *MahaNakhon* en Thaïlande
- › Centre spirituel et culturel orthodoxe russe à Paris
- › Ferme solaire Polo aux Philippines

Ouvrages en cours



- › La Seine Musicale à Boulogne-Billancourt
- › Tunnel Tuen Mun-Chek Lap Kok à Hong Kong
- › Complexe hôtelier *City of Dreams* à Macao
- › Usine biomasse à Belfast (Royaume-Uni)
- › Tribunal de Paris

Construction durable



49 % du budget de recherche et développement

Gestion des concessions



- › Cession de la participation financière dans la société concessionnaire Adelaç (autoroute A41)

Rapport de gestion

Profil

Bouygues Construction intervient dans le bâtiment, les infrastructures et l'industrie avec la volonté d'être un acteur global positionné sur chaque maillon de la chaîne de valeur de la construction.

Bouygues Construction est reconnu comme **un acteur de référence en matière de construction durable** réalisant de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs éco-standards mondiaux ou des réhabilitations de sites pour atteindre l'énergie positive.

Responsable et engagé, Bouygues Construction assume pleinement **sa responsabilité sociale et sociétale** en soutenant notamment sa fondation Terre Plurielle, en s'engageant fortement en matière d'éthique commerciale ou managériale, et en donnant la priorité à la santé-sécurité.

Stratégie de développement et opportunités

La stratégie de Bouygues Construction dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie, s'articule autour de plusieurs axes :

- **développer son fonds de commerce dans les pays où le Groupe est implanté de manière pérenne** (France, Suisse, Hong Kong, Australie, Grande-Bretagne, etc.) et cibler de manière générale **des opérations à forte valeur ajoutée** en pratiquant une grande sélectivité pour maîtriser les risques ;
- **veiller à la satisfaction de ses clients** dans la durée, notamment dans leur accompagnement après-vente ;
- **capitaliser sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés** (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) **et favoriser les synergies** pour proposer des offres globales répondant aux besoins de ses clients ;
- **garantir la maîtrise d'exécution et la qualité de ses réalisations** tout en gagnant en productivité pour améliorer encore sa performance dans l'acte de construire.

Sur ses différents secteurs de marchés, Bouygues Construction souhaite plus particulièrement :

- accroître ses modes d'intervention et ses compétences en **développement immobilier** en s'appuyant sur son réseau LinkCity⁽¹⁾ ;
- être un acteur de premier plan sur le marché des **grandes infrastructures** (ponts, tunnels) et **des réseaux électriques** en France et à l'international ;
- dans le domaine de la **production d'énergie**, proposer des offres clés en main (centrales, fermes solaires, unités biomasse, etc.), privilégier les partenariats stratégiques et positionner Bouygues Construction sur le marché des EPC (*Engineering, Procurement and Construction*) ;
- élargir ses compétences dans les domaines **du processus et de la maintenance industriels**, et développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, *smart buildings*, *Internet of Things*, etc.) ;
- dans le numérique, développer des offres **d'infrastructures de télécommunications** en France et à l'international.

Forces et atouts

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction peut, dans l'ensemble de ses métiers, compter sur de solides atouts :

- Le **savoir-faire** de Bouygues Construction repose avant tout sur le talent de ses 50 100 collaborateurs, répartis dans plus de quatre-vingts pays, qui partagent les mêmes valeurs au service de ses clients.
- **Des offres « différenciantes » et à forte valeur ajoutée** en misant sur l'innovation sous toutes ses formes :
 - **digitale**, notamment avec la maquette numérique BIM (*Building Information Modeling*) pour industrialiser les processus et modes opératoires tout en favorisant le partage d'information jusqu'au cœur de ses chantiers ;
 - **technique**, avec des équipes R&D dédiées aux grands domaines d'évolution de ses métiers (matériaux et structures, performance énergétique, modes constructifs, ergonomie et productivité, écoconception, bâtiments connectés, quartiers durables et services à la ville, tunneliers et précontrainte) ;
 - **opérationnelle**, dont les démarches de *Lean Management* généralisées à tous les niveaux pour gagner en efficacité ;
 - **commerciale** pour proposer des offres « différenciantes » ;
 - **managériale** avec l'amélioration continue de ses organisations et le déploiement du travail collaboratif pour gagner en agilité et en performance.
- **Une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires

(1) Nouvelle marque des filiales de développement immobilier de Bouygues Construction depuis le 1^{er} janvier 2016.

lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international.

- **Une longue expérience en gestion de projets complexes** : des équipes motivées au savoir-faire à forte technicité permettent à Bouygues Construction de répondre parfaitement aux besoins de ses clients publics et privés.
- **Une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements sur les marchés les plus dynamiques.
- **Une maîtrise des risques opérationnels et financiers** : l'application stricte des procédures à tous les niveaux de son organisation garantit à Bouygues Construction une sélection pertinente et la bonne exécution des projets.
- **De solides performances financières** : ces dix dernières années illustrent la capacité de Bouygues Construction à maintenir une profitabilité et une structure financière solides.

Perspectives 2017 de Bouygues Construction

Dans un marché français porté principalement par le Grand Paris et un marché international présentant de nombreuses opportunités, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité renforcée notamment par :

- **une activité acquise au 31 décembre 2016 pour l'exercice 2017** de 9,0 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue**, notamment dans des pays moins touchés par la crise économique (Hong Kong, Singapour, Canada, Suisse, Royaume-Uni, Australie, etc.) et bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à long terme** (au-delà de cinq ans) de 2,5 milliards d'euros au 31 décembre 2016 ;
- **une structure financière saine**, forte d'un excédent financier net de 3,4 milliards d'euros ;
- **son avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **son engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

En 2017, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction, tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets.

Positionnement concurrentiel

L'organisation des groupes concurrents rend difficiles les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Europe** : le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le **troisième constructeur européen** derrière l'espagnol ACS (dont le leader allemand Hochtief est une filiale depuis 2011) et le pôle *Contracting* et Immobilier de Vinci, et devant Skanska (Suède) et Eiffage (France), selon le classement 2015 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2016.
- **Monde** : d'après le classement 2015 de l'étude ENR paru en août 2016, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois filiales, se place **neuvième constructeur international** (classement établi sur la base de la part de chiffre d'affaires réalisée à l'international).
- **France** : pour ses activités de bâtiment et de travaux publics, Bouygues Construction (hors Bouygues Energies & Services) est **l'une des trois majors** devant Eiffage Construction et derrière Vinci Construction (classement 2015 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2016), sur un marché d'environ 200 milliards d'euros (estimation Euroconstruct - Décembre 2016). Il existe également de nombreuses moyennes et petites entreprises. Pour les activités d'énergies et de services, Bouygues Energies & Services se place en sixième position après Vinci Energies, Spie, Eiffage Énergie, Dalkia et Engie-Cofely (classement 2015 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2016).

Excellente performance commerciale et résultats financiers solides

Une prise de commandes exceptionnelle de 12 633 millions d'euros

En 2016, la prise de commandes atteint le niveau record de 12 633 millions d'euros. Elle inclut dix contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros (dont six à l'international).

En **France**, la prise de commandes s'établit à 5 761 millions d'euros, en hausse de 17 % par rapport à 2015. Elle comprend notamment le déploiement des réseaux FTTH (*Fiber To The Home*) des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Savoie, l'extension du port de Calais, la tour *Alto* dans le quartier d'affaires de Paris-La Défense, la réhabilitation de La Poste du Louvre à Paris, le Campus Luminy à Marseille, plusieurs lots pour la construction d'ensembles immobiliers dans le quartier d'affaires international Wacken Europe à Strasbourg et les deux immeubles de bureaux *Trigone* à Issy-les-Moulineaux.

À **l'international**, la prise de commandes s'élève à 6 872 millions d'euros, très proche de celle de l'année 2015. Elle comprend le contrat relatif aux travaux de génie civil des EPR d'Hinkley Point (Royaume-Uni), l'extension en mer de Monaco, une nouvelle partie de la ligne 3 du métro du Caire en Égypte, six projets de complexes hôteliers à Cuba, de nouveaux lots sur les écoquartiers *Erlenmatt* à Bâle et *Greency*

à Zurich (Suisse), l'ensemble immobilier *Les jardins du couchant* à Nyon (Suisse), l'ensemble immobilier *Clementi* à Singapour, l'Université 6 au Turkménistan, le *Civic Center* à Hounslow (Royaume-Uni) et l'hôpital Joseph Brant au Canada.

En 2016, les bâtiments sous labellisation ou certification environnementale représentent 72 % de la prise de commandes (équivalent à 2015).

Un carnet de commandes record offrant une visibilité à long terme (20,2 milliards d'euros)

Fin 2016, le carnet de commandes s'établit au niveau élevé de 20,2 milliards d'euros (+ 4 % par rapport à fin décembre 2015), dont 58 % à exécuter à l'international. Les zones Europe (hors France) et Asie-Pacifique sont les deux zones d'activités les plus importantes à l'international. Fin 2016, l'activité acquise s'établit à 9,0 milliards d'euros pour 2017 et 11,2 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

Un chiffre d'affaires de 11 815 millions d'euros (stable à périmètre et change constants)⁽²⁾

En 2016, le chiffre d'affaires s'établit à 11 815 millions d'euros répartis entre Bâtiment et Travaux publics (81 %) d'une part, et Énergies et Services (19 %) d'autre part. Il est en baisse de 1,3 % sur un an et stable à périmètre et change constants.

Le chiffre d'affaires en France est en baisse de 3 % à 5 527 millions d'euros et représente 47 % du chiffre d'affaires total. Il traduit un attentisme des investisseurs publics comme privés. À l'international, le chiffre d'affaires est stable à 6 288 millions d'euros, en dépit de la forte baisse de la livre britannique.

Des performances opérationnelles solides

Le résultat opérationnel courant s'élève à 326 millions d'euros (349 millions d'euros en 2015) et la marge opérationnelle courante s'établit à 2,8 % (2,9 % en 2015).

Le résultat financier est de 17 millions d'euros (26 millions d'euros en 2015).

Le résultat net part du Groupe s'établit à un niveau élevé de 320 millions d'euros (276 millions d'euros en 2015). Il bénéficie de la plus-value de cession de la participation financière détenue dans la société concessionnaire Adelaç.

Un excédent financier net à un niveau historique : 3 387 millions d'euros

L'excédent financier net de Bouygues Construction s'élève au niveau élevé de 3,4 milliards d'euros à fin 2016.

Évolution des marchés et de l'activité de Bouygues Construction

Les besoins en construction sont de plus en plus importants dans le monde en raison de l'urbanisation croissante et des défis liés aux enjeux environnementaux. Par ailleurs, l'évolution de la technologie offre des opportunités grandissantes. Les domaines particulièrement concernés sont la réhabilitation urbaine, la rénovation, ainsi que la performance énergétique du logement, des transports, des équipements urbains, des infrastructures d'énergie et des ouvrages fonctionnels.

Bouygues Construction, grâce à son expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur, propose à ses clients des solutions toujours plus compétitives pour le montage de grandes affaires complexes.

L'innovation partagée au service des clients

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients.

L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- En phase de conception, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées.
- En phase de construction, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, à l'exemple des panneaux composites Panobloc® (treillis en bois incorporant des isolants) et du programme ABC (*Autonomous Building for Citizens*) qui vise l'autonomie des bâtiments en eau et en énergie vis-à-vis des réseaux, et l'optimisation de la gestion des déchets.
- En phase d'exploitation, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures. L'outil Hypervision® permet, par exemple, de mesurer et de prévoir les consommations d'énergies et des fluides dans une démarche d'amélioration continue de la performance des bâtiments et du confort pour les occupants.

(2) Définitions :

- à change constant : évolution après conversion du chiffre d'affaires en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison ;
- à périmètre constant : évolution du chiffre d'affaires des périodes à comparer, recalculé de façon à ce que les entités cédées ou acquises soient respectivement présentes ou absentes sur les mêmes durées dans chaque période.

Un leadership dans la construction durable

L'intégration de la dimension environnementale dans la conception, la construction et l'exploitation-maintenance des ouvrages, ainsi que l'exploitation des énergies nouvelles renouvelables et la rénovation énergétique sont des enjeux majeurs au niveau mondial.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*Smart Grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers connectés (à l'exemple des écoquartiers *Erlenmatt* et *Green City* en Suisse et de l'éco-village des Noés à Val-de Reuil), les usines biomasses et les fermes solaires. Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE™ (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux (la tour *First* à La Défense) et d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC-effinergie®), et de bâtiments sous certification BEAM Plus⁽³⁾, BREEAM®⁽⁴⁾ et LEED®⁽⁵⁾.

Grâce à sa démarche Réavenir, Bouygues Construction offre également des solutions permettant de diminuer la consommation des bâtiments tout en améliorant la vie de ses occupants. Réavenir repose sur trois engagements : respecter l'environnement et les résidents, engager le dialogue pour une réhabilitation active et participative et garantir la performance.

Activité Bâtiment et Travaux publics

En 2016, le chiffre d'affaires pour le bâtiment et les travaux publics atteint 9 580 millions d'euros, en diminution par rapport au niveau de 2015 (9 857 millions d'euros en 2015). L'activité s'établit à 4 406 millions d'euros en France et à 5 174 millions d'euros à l'international.

France

Le marché de la construction en France est contrasté : les dispositifs légaux de soutien à la construction de logements (Pinel, taux zéro, etc.) et les taux faibles favorisent directement le secteur du bâtiment malgré un budget de l'État fragilisé et l'attentisme des investisseurs privés et industriels.

En Île-de-France, le marché de la construction est soutenu par le besoin important de logements, ainsi que par le projet du Grand Paris qui offre de belles opportunités à long terme. Le projet du Grand Paris Express (plus grand projet depuis les années soixante) représente un marché de vingt-cinq milliards d'euros pour les travaux publics à l'horizon 2030.

Par ailleurs, le marché bénéficie des besoins en rénovation. Il est dynamisé par les exigences du Grenelle environnement et par l'attractivité de la capitale (par exemple, les programmes Réinventer Paris et Réinventer la Seine).

Hors Île-de-France, le marché du bâtiment reste tendu, avec des affaires dont la taille continue à se réduire. La conclusion des grands projets reste très longue et complexe. Quelques programmes comme l'institut de la ville durable soutiennent le marché.

Chiffre d'affaires 2016 : 4 406 millions d'euros (- 4 %)

En Île-de-France, Bouygues Construction continue de réaliser de grands projets d'ouvrages fonctionnels tels que la construction du tribunal de Paris et de la Seine Musicale à Boulogne-Billancourt, la rénovation de l'hippodrome de Longchamp et la réhabilitation de La Poste du Louvre à Paris.

Dans le secteur de l'immobilier d'entreprise, la réhabilitation de plusieurs immeubles de bureaux à Paris, situés rue des Archives, rue Malakoff et boulevard de Grenelle, se poursuit. L'activité commerciale de ce secteur est également marquée par la prise en commande de la tour *Alto* dans le quartier d'affaires de Paris-La Défense.

L'entreprise poursuit, par ailleurs, la construction de plusieurs lots de l'ensemble immobilier des Batignolles à Paris. Ce dernier comprendra à la fois des bureaux, des logements sociaux et privés, et des commerces.

Hors marché francilien, les quatre filiales régionales de bâtiment de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur le marché des secteurs publics de l'éducation et de la culture avec notamment la rénovation du campus universitaire de Bordeaux, l'extension et la réhabilitation du musée des Beaux-Arts à Nantes et la livraison en 2016 d'un nouvel ensemble de logements au sein du campus Saint-Jean-d'Angély de l'université de Nice-Sophia Antipolis.

Dans le secteur de la santé, Bouygues Construction poursuit la construction de deux bâtiments des hôpitaux universitaires de Strasbourg et du nouvel hôpital de Saint-Laurent du Maroni en Guyane.

Dans le secteur privé, l'entreprise poursuit notamment la construction de l'immeuble de bureaux *Sky 56* à Lyon et a pris en commande plusieurs lots pour la construction d'ensemble immobiliers dans le quartier d'affaires Wacken Europe à Strasbourg.

(3) BEAM Plus : Building Environmental Assessment Method (certification hongkongaise).

(4) BREEAM® : Building Research Establishment Environmental Assessment Method (certification anglaise).

(5) LEED® : Leadership in Energy and Environmental Design (certification américaine).

La construction d'ouvrages majeurs tels que le programme immobilier du stade Vélodrome de Marseille, l'aéroport Lyon Saint-Exupéry et de la future salle de spectacle Bordeaux Métropole Arena se poursuit.

Sur le marché des travaux publics, Bouygues Construction réalise de grands ouvrages complexes tels que les travaux de génie civil en cours de la centrale nucléaire EPR de Flamanville, du viaduc de la Nouvelle Route du Littoral à La Réunion, de la rocade L2 de Marseille, du contournement de Nîmes et Montpellier, du lot 2 du tunnel de prolongement de la ligne 14 du métro parisien, des tranches 3 et 5 du tramway de Nice, ainsi que de la rénovation et l'extension de l'usine de prétraitement des eaux usées de Clichy. L'année 2016 est également marquée par la prise en commande d'un important contrat pour l'extension du port de Calais. Par ailleurs, des agences régionales spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement sont réparties sur l'ensemble du territoire.

Europe

En Europe, le marché de la construction connaît des signes de reprise depuis 2014, notamment en Suède, en Irlande, au Royaume-Uni et dans certains pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, République tchèque).

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique et suisse. Au Royaume-Uni, les incertitudes sur la conjoncture économique relatives au vote du « Brexit » en juin 2016 permettent de stabiliser un marché de la construction qui était en surchauffe. En Suisse, le secteur de la construction est resté stable grâce au dynamisme de l'économie.

Chiffre d'affaires 2016 : 2 162 millions d'euros (- 3 %)

Au **Royaume-Uni**, l'activité de Bouygues Construction est soutenue notamment par de grands travaux de réhabilitation : elle poursuit la réhabilitation du quartier de *Canning Town* et du quartier de *Gascoigne* à Londres ainsi que celle du centre ville d'Addlestone (Surrey). Elle a été également choisie pour développer et construire le nouveau *Civic Center* de Hounslow dans la banlieue ouest de Londres. En parallèle, le projet de la tour *Manhattan Loft Gardens* se poursuit et a déjà atteint sa hauteur définitive. Cette tour jouera un rôle clé dans le renouvellement et la dynamisation du quartier de Stratford dans l'est de Londres.

Dans le secteur de l'enseignement, Bouygues Construction poursuit la construction du nouveau centre d'examen *Triangle* de l'université de Cambridge et a récemment pris en commande un projet de développement immobilier comprenant la construction d'un centre technique universitaire et d'un ensemble de résidences étudiantes à Ebury Bridge Centre à Londres. Elle a également débuté la construction d'un centre d'enseignement secondaire et d'un centre pour autiste à Pembroke au Pays de Galles.

L'entreprise a par ailleurs mis en vigueur, fin 2016, le contrat de travaux de génie civil des EPR d'Hinkley Point.

Bouygues Construction réalise également à Londres la construction d'un centre de traitement du cancer par la protonthérapie.

En **Suisse**, la demande reste forte, en particulier sur le marché du logement. Bouygues Construction y valorise sa maîtrise des projets complexes en développement immobilier et exigeants sur le plan environnemental en réalisant l'écoquartier d'*Im Lenz* à Lenzburg ou le complexe immobilier *L'Atelier* à Genève, et l'ensemble de logements *Faubourg 1227* à Carouge. Parfois, cette maîtrise s'illustre aussi à l'échelle du quartier avec la prise en commande de l'ensemble immobilier *Les jardins du couchant* à Nyon, d'un nouveau lot de l'écoquartier *Erlenmatt* à Bâle et de deux nouveaux lots de l'écoquartier *Greencity* à Zurich.

En **Europe centrale**, Bouygues Construction est implantée à travers plusieurs entreprises locales (Pologne, République tchèque) qui poursuivent leur développement dans les activités de bâtiment.

L'entreprise intervient plus ponctuellement en Europe sur de grands projets d'infrastructures. Les travaux en cours sur la nouvelle enceinte de confinement du réacteur accidenté de Tchernobyl en **Ukraine**, en partenariat avec Vinci, ont donné lieu à la plus grande structure terrestre mobile jamais construite. L'arche garantira la sûreté du site de l'accident pendant une durée de cent ans et permettra l'éventuel démantèlement de la structure et le traitement des déchets radioactifs. En **Croatie**, les travaux pour la construction d'un nouveau terminal de l'aéroport de Zagreb, ainsi que la rénovation du terminal existant se poursuivent.

Asie - Pacifique

Les taux de croissance restent toujours très élevés sur le marché asiatique en dépit du ralentissement du marché chinois (baisse du financement régional, de la consommation et des importations).

Hong Kong, Singapour et la Birmanie (depuis son ouverture au marché) restent des pays à fort potentiel. L'Australie dépend pour beaucoup du secteur minier (20 % de son PIB) et par conséquent des exportations. Par ailleurs, la politique actuelle du gouvernement prévoit de soutenir l'économie en investissant dans la formation et les infrastructures.

Chiffre d'affaires 2016 : 1 912 millions d'euros (+ 5 %)

En **Asie-Pacifique**, Bouygues Construction bénéficie d'implantations locales fortes, notamment à Hong Kong où elle capitalise sur son implantation locale depuis soixante ans et à Singapour. À **Hong Kong**, l'activité de travaux publics est très soutenue. Plusieurs grands ouvrages sont en cours de construction, notamment un tronçon du pont géant Hong Kong-Zhuhai-Macao, le tunnel routier sous-marin

Tuen Mun- Chek Lap Kok, 2 x 2 tunnels destinés à équiper l'extension de six kilomètres de la ligne de métro *Shatin to Central Link*, ainsi que deux tunnels de 4,8 kilomètres pour la route à 2 x 2 voies reliant le nord-est de Hong Kong au poste frontalier de Liantang avec la Chine continentale.

Bouygues Construction est un acteur reconnu du bâtiment en Asie, en particulier pour les édifices de grande hauteur. À **Singapour**, l'entreprise poursuit la construction des tours de condominiums de Bishan et de Buangkok. À **Bangkok**, l'entreprise construit trois tours résidentielles et réalise également le complexe de la nouvelle ambassade d'Australie. Elle a, par ailleurs, livré en 2016 la tour *MahaNakhon* qui est, à ce jour, la plus grande tour résidentielle de Thaïlande. À **Macao**, Bouygues Construction poursuit la construction d'un hôtel de luxe 6 étoiles de trente-neuf étages au cœur du complexe de divertissement *City of Dreams*.

En **Birmanie**, Bouygues Construction poursuit son implantation dans le pays avec la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel *Star City* à Rangoun. En **Australie**, l'entreprise poursuit la construction de la connexion autoroutière NorthConnex à Sydney.

Afrique - Maghreb - Moyen-Orient

En Afrique, où des développements importants sont attendus, en particulier en lien avec l'urbanisation galopante, l'environnement géopolitique reste fragile et fortement lié aux cours des matières premières. Au Moyen-Orient, la situation économique est rendue incertaine car fortement dépendante du prix du pétrole. Toutefois, les besoins en infrastructures de transport et l'exploitation des ressources naturelles font de ces régions des marchés à potentiel pour les acteurs de la construction.

Chiffre d'affaires 2016 : 753 millions d'euros (- 3 %)

En **Afrique**, les entreprises de bâtiment et de génie civil de Bouygues Construction réalisent de grands projets d'infrastructures. En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, l'entreprise a démarré la construction de la nouvelle phase de la ligne 3. À Abidjan, en **Côte d'Ivoire**, elle exploite actuellement le pont Riviera Marcory. Bouygues Construction réalise également l'extension du *Ridge Hospital* au **Ghana**. Au **Nigéria**, elle poursuit la construction du siège social de Nigeria LNG, société spécialisée dans l'exploitation de gaz naturel, et la construction du centre commercial *Jabi Lake*.

L'expertise de l'entreprise en terrassement de mines à ciel ouvert s'illustre notamment dans l'exploitation des mines d'or de Kibali en **République Démocratique du Congo**, de Tongon en **Côte d'Ivoire** et de Goukoto au **Mali**.

Bouygues Construction intervient dans plusieurs pays africains en réponse à de forts besoins en infrastructures routières notamment en **Côte d'Ivoire** et au **Gabon**.

Au **Moyen-Orient**, l'entreprise réalise la construction de tunnels d'assainissement au **Qatar** dans le cadre d'un projet de collecte, pompage et traitement des eaux usées du sud de Doha. Par ailleurs, dans la même ville, elle termine les dernières prestations du *Qatar Petroleum District*, vaste ensemble immobilier comprenant neuf tours de bureaux.

Amériques - Caraïbes

Le continent Américain présente des opportunités, en particulier aux États-Unis et au Canada, avec la volonté affichée de relancer les infrastructures mais avec un risque de renforcement du protectionnisme national. À Cuba, le développement de l'hôtellerie et des infrastructures (aéroports, installations portuaires, etc.) présente une forte attractivité pour Bouygues Construction.

Chiffre d'affaires 2016 : 348 millions d'euros (- 20 %)

La zone **Amériques-Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où elle est reconnue comme un spécialiste de la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe. L'entreprise y poursuit la construction de plus d'une dizaine d'hôtels haut de gamme situés notamment à la Havane, sur les îlots Cayo Santa Maria, Cayo Coco, Cayo Cruz et à Varadero. Elle a également pris en commande six nouvelles affaires sur l'année 2016. La fréquentation touristique de l'île a bondi, laissant entrevoir de belles perspectives pour le secteur hôtelier cubain.

Aux **États-Unis**, Bouygues Construction finalise la réalisation du complexe immobilier *Brickell City Centre* (bureaux, commerces, logements, hôtellerie).

Au **Canada**, l'entreprise poursuit les travaux de l'aéroport international d'Iqaluit dans le Grand Nord du pays.

Activité Énergies et Services

La contribution de Bouygues Energies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 2 235 millions d'euros (2 118 millions d'euros en 2015, soit + 6 %). Bouygues Energies & Services se positionne sur trois grands métiers : les infrastructures de réseaux, le *facility management* et le génie électrique et thermique. Elle réalise également des centrales de production d'énergie clés en main (biomasses, fermes solaires, etc.).

Les besoins industriels grandissants font appel à l'usage de compétences de pointes (*robotisation, smart building, etc.*), de processus complexes et de maintenance industrielle. De plus, les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique, l'urbanisation

grandissante et la raréfaction des matières premières, placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. En parallèle, les besoins en télécommunications favorisent le développement des infrastructures de réseaux. Ces grandes tendances du marché des énergies et des services offrent à Bouygues Energies & Services des perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (France, Royaume-Uni, Suisse, Canada), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

France

Chiffre d'affaires 2016 : 1 121 millions d'euros (+ 4 %)

Outre ses activités traditionnelles de réseaux, Bouygues Energies & Services, à travers sa filiale Axione, accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leur politique d'aménagement numérique du territoire. Axione poursuit notamment le déploiement des réseaux très haut débit des départements de l'Oise, d'Eure-et-Loir, du Vaucluse et de l'Aisne. Elle a pris en commande en 2016 le déploiement des réseaux FTTH (*Fiber To The Home* ou fibre optique jusqu'au foyer) des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Savoie. Ces derniers contrats représentent la mise en service de plus de 750 000 nouvelles prises FTTH.

En génie électrique et thermique, Bouygues Energies & Services est notamment en charge de l'installation des équipements mécaniques et électriques de la rocade L2 de Marseille et des travaux de génie électrique et thermique du centre hospitalier de Saint-Laurent du Maroni (Guyane). Elle a, par ailleurs, livré une centrale thermique sur la partie française de l'île de Saint-Martin dans les Caraïbes.

Dans le cadre de partenariats public-privé, la filiale réalise, entre autres, la maintenance du Parc zoologique de Paris, du ministère de la Défense à Paris et de l'université de Bordeaux. L'entreprise exécute également plusieurs contrats d'éclairage public, notamment celui de la Ville de Paris.

International

Chiffre d'affaires 2016 : 1 114 millions d'euros (+ 7 %)

Bouygues Energies & Services poursuit le développement de ses trois grands métiers (le *facility management*, les réseaux d'énergies et numériques, et le génie électrique, climatique et mécanique), en particulier en Europe (Royaume-Uni et Suisse notamment), en Afrique (Côte d'Ivoire et Gabon) et en Amérique du Nord (Canada).

À l'international, Bouygues Energies & Services est expert sur le marché des grands projets d'infrastructures clés en main de réseaux électriques. Aux **Philippines**, l'entreprise a livré une ferme solaire clés en main, qui s'inscrit actuellement comme la plus grande ferme solaire d'Asie du Sud-Est. L'entreprise poursuit par ailleurs, à **Gibraltar**, les travaux de construction d'une centrale thermique et, au **Royaume-Uni**, la construction de deux usines de gazéification biomasse à Hoddesdon et à Belfast.

Elle a par ailleurs, en Europe, une activité de *facility management* (maintenance et services) à l'exemple des contrats des bureaux du Crédit Suisse en **Suisse** et du *King's College* à Londres au **Royaume-Uni**.

En Afrique, Bouygues Energies & Services réalise en particulier des travaux relatifs au transport et à la distribution d'électricité, principalement en **Côte d'Ivoire** et au **Gabon**.

Au **Canada**, Bouygues Energies & Services assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Elle se développe sur le marché du génie électrique grâce à sa filiale Plan Group qui s'est vue confier cette année la réalisation du lot électricité de l'hôpital Joseph Brant dans l'Ontario.

L'activité de *facility management*, en France comme à l'international, permet notamment de garantir à Bouygues Energies & Services des revenus récurrents sur le long terme.

Politique de gestion des risques

Bouygues Construction fait face en 2016 à des risques de même nature que ceux relevés durant les exercices précédents : les risques concernant l'activité opérationnelle liée aux grands projets, les risques concernant la sûreté des collaborateurs, les risques liés aux perturbations économique et politique, et le risque de conformité.

Politique de gestion des risques

Contrôle interne

Évaluation du contrôle interne

En 2016, Bouygues Construction a poursuivi le déploiement de l'auto-évaluation dans la profondeur de son organisation, notamment dans un certain nombre de directions de production ou d'agences.

La campagne a concerné plus de 500 personnes dans plus d'une centaine de structures, qui couvrent plus de 80 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 80 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

Sept thèmes communs (six pour les principes généraux et un pour les principes comptables et financiers) ont été retenus. En complément des enjeux liés à la conformité juridique ou aux systèmes d'information, les entités se sont auto-évaluées sur la sous-traitance.

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps, et les synthèses sont présentées à l'automne. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue.

Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action sur les thèmes communs :

- **Conformité juridique** : la sensibilisation aux programmes de Conformité Groupe s'est poursuivie en 2016. Les principaux plans d'action correspondant sont exposés dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.
- **Systèmes d'information** : la campagne 2016 témoigne des avancées dans les domaines de la continuité informatique, de la sécurité et de la réglementation. Le déploiement de la politique de sécurité des systèmes d'information se poursuit, notamment en matière d'applications hébergeant des données sensibles et de la gestion des accès et habilitations.
- **En matière de sous-traitance**, les principales actions s'articulent autour de la lutte contre le travail illégal et de la prévention de la défaillance.
- **Comptabilité et trésorerie** : la campagne 2016 a permis de passer en revue le processus clients et les garanties. Dans l'ensemble, les évaluations témoignent d'un bon niveau de maîtrise de ces processus.

La campagne 2016 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures proches du terrain. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

Cartographie des risques

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction, dans le cadre du plan stratégique. Elle est également présentée au comité des comptes et au conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au niveau des entités de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique d'amélioration continue. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne de cartographie des risques est conduite au printemps. Le travail réalisé par les entités est complété par celui des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

Moyens et ressources mis en œuvre

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques du métier.

Rôle des entités

Dans les entités, le contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Chaque entité élabore sa cartographie des risques et la présente dans le cadre du plan stratégique. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses. Les filières fonctionnelles élaborent également leur propre cartographie des risques.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

Dispositifs de contrôle interne en matière comptable et financière

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels. Les deux filières fonctionnent selon le principe du double rattachement.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en cours de mise en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique.

Risques opérationnels

Risques liés aux grands projets, en phase d'études ou de réalisation

Du fait de leur taille unitaire ou de leur nombre, les grands projets constituent des vecteurs de risques potentiels pour Bouygues Construction. Ils sont fréquemment l'objet de montages complexes (partenariats public-privé, concessions, contrats à long terme), pour lesquels l'allocation des risques doit être adaptée aux capacités de l'entreprise. La prise de commandes de l'année 2016 intègre plusieurs grandes affaires de bâtiment et de travaux publics, notamment à l'international.

Les grands projets peuvent être à l'origine de différents types de risques :

- **En phase d'études** : erreur de conception, erreur de chiffrage, sous-dimensionnement des budgets, mauvaise appréciation de l'environnement local, défaut d'analyse contractuelle, etc.
- **En phase de réalisation** : défaillance technique ou financière de contreparties (clients, partenaires ou sous-traitants), difficulté à mobiliser les ressources suffisantes en nombre ou en compétences, défauts d'exécution ayant des répercussions sur les coûts, la qualité des travaux ou le délai de réalisation, etc.

Pour mieux maîtriser ces deux grands risques, Bouygues Construction a mis en place une organisation tenant compte des spécificités de chacun de ses métiers et applique des procédures de sélection, d'engagement et de contrôle rigoureuses.

Chaque entité dispose de moyens importants et hautement qualifiés dans le domaine technique (conception, études de prix, études d'exécution, méthodes, etc.). Des pôles de compétences regroupent également des collaborateurs disposant d'une grande expertise sur des sujets spécifiques (immeubles de grande hauteur, ingénierie matériaux, façade, construction durable, etc.). Leurs compétences sont mises à la disposition de l'ensemble des entités de Bouygues Construction, ce qui favorise le partage et la capitalisation de l'expérience.

Il en va de même pour les domaines fonctionnels, avec le renforcement de l'organisation en filières (juridique, ressources humaines, comptabilité, contrôle de gestion, systèmes d'information, achats), dont l'animation est assurée par les responsables de Bouygues Construction. Des pôles d'expertise fonctionnels (trésorerie, ingénierie financière, fiscalité, assurances) fournissent également leurs services à toutes les entités du Groupe.

Les procédures d'engagement et de contrôle balisent les processus d'études et de réalisation. Dans le cas des grands projets, la sélection des affaires et les principaux risques et opportunités des projets sont suivis de façon systématique.

Le professionnalisme et le bon dimensionnement des équipes d'exécution, ainsi que l'expérience et l'implication active des managers permettent également d'assurer le suivi des principaux risques opérationnels.

En complément, afin d'améliorer la performance et le contrôle des processus études et travaux décrits dans les systèmes de management des unités opérationnelles :

- Une attention particulière est accordée aux étapes préalables à la réalisation des grands projets, notamment lors des études, de la mise au point des contrats et de la préparation de chantier.
- En phase études, une validation croisée est opérée entre conception interne et bureaux d'études sur les sujets techniques les plus risqués.
- Des audits réguliers des études de prix, destinés à fiabiliser l'approche des déboursés, des budgets sous-traitants et des coûts d'encadrement de chantier sont réalisés.
- Les fonctions supports, en particulier dans le domaine de la gestion contractuelle et des achats, sont impliquées systématiquement et mobilisées de manière anticipée.
- Une vigilance accrue est exercée sur le choix et le suivi des clients et des partenaires.
- Un pilotage resserré du processus de sous-traitance, avec un suivi spécifique des sous-traitants majeurs et des partenariats en amont sur certains lots à forts enjeux (corps d'états architecturaux, corps d'états techniques, etc.) est effectué.
- Un pilotage approprié des risques est mis en œuvre à l'aide de procédures et d'outils adaptés.

En 2016, l'accent a notamment été mis sur l'animation de la filière travaux et le suivi des directeurs de projets, ainsi que sur la maîtrise de l'engagement et la constitution des dossiers de bouclage des grands projets.

Risque de sûreté des collaborateurs

Bouygues Construction réalise 47 % de son activité en France et 73 % dans les pays de l'OCDE. La présence du Groupe en dehors de ces zones d'activité est potentiellement porteuse de risques pour la sûreté des collaborateurs (terrorisme, criminalité, banditisme, etc.).

Le niveau du risque terroriste dans le monde et les menaces envers les intérêts ou ressortissants français ont conduit le Groupe à renforcer les mesures de sécurité destinées à assurer la protection des personnes au sein de l'ensemble de ses implantations.

Le comité de sûreté assure une veille permanente dans les pays de présence et de prospection et met en place la prévention et les réponses adaptées aux situations à risque rencontrées.

En 2016, la montée en puissance du dispositif s'est accompagnée de la nomination d'un directeur sûreté Bouygues Construction. Ses principales missions sont :

- d'assurer la veille et la prévention dans les pays de présence ;
- de coordonner et de diriger les ressources en cas de situation à risque ;
- d'animer les spécialistes sûreté en poste dans les différentes entités ;
- de piloter le plan d'actions sûreté.

Le contexte sécuritaire des pays d'implantation fait l'objet d'une revue régulière dans le cadre du comité de sûreté Bouygues Construction. Une vigilance particulière est exercée dans les pays pour lesquels le Ministère des Affaires Étrangères français a émis des recommandations de vigilance à l'égard de la menace terroriste, notamment en zone sahélienne. Des mesures de restriction des déplacements sont notamment appliquées en fonction des alertes reçues. L'entreprise rappelle régulièrement les règles de vigilance aux collaborateurs concernés.

Bouygues Construction met régulièrement à jour les plans de continuité d'entreprise dans ses différents pays d'implantation. Ces plans mettent l'accent sur la sécurité des personnes, en particulier en veillant au strict respect des consignes données par les ambassades françaises dans les pays concernés et en mettant en place, en coordination avec elles, des plans d'évacuation comprenant différents niveaux d'alerte. La Société privilégie en outre une organisation flexible et réactive permettant, en cas de circonstances exceptionnelles, un repliement de ses moyens, dans des conditions le moins dommageable possible, des pays où de tels risques se réaliseraient.

Risques liés aux perturbations économiques et politiques

Plusieurs facteurs de perturbation et d'incertitude peuvent entraver la marche des affaires de Bouygues Construction :

- une croissance mondiale qui reste faible, avec un commerce international atone ;
- les difficultés des pays producteurs de matières premières du fait du tassement de la demande chinoise et la dégradation des finances publiques des pays exportateurs de pétrole et de gaz ;
- la volatilité des marchés boursiers ;
- les conséquences économiques du « Brexit » et les risques de repli face à la mondialisation.

La zone euro devrait connaître un fléchissement de la croissance en 2017, avec une France en dessous de la moyenne.

En revanche, le marché européen de la construction a retrouvé la voie de la croissance. Cette croissance concerne également la France.

Les montants élevés des dettes et les contraintes budgétaires publiques pèsent sur l'investissement, alors que les taux d'intérêts faibles favorisent le pouvoir d'achat immobilier des ménages.

En France, il est attendu une poursuite de la reprise du marché du logement neuf, et un redémarrage graduel dans le non résidentiel neuf. Le climat des affaires s'améliore dans les travaux publics.

Le positionnement de Bouygues Construction sur les pays développés limite son exposition à l'incertitude, mais peut l'exposer à la stagnation des économies de ces pays et à des conditions de marché tendues. Dans les autres zones, il convient de rester vigilant et de mettre en œuvre des mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel.

Le Groupe dispose néanmoins de nombreux atouts pour résister et s'adapter à son environnement. Tout d'abord, du fait de la diversité de ses activités et de ses implantations géographiques, Bouygues Construction est moins sensible qu'un groupe exerçant une activité mono-produit ou dans une seule zone géographique.

Bouygues Construction bénéficie également d'un environnement des affaires favorable dans certains pays ou dans certains types d'activité. C'est le cas en Asie, dans les pays traditionnels d'implantation, et notamment à Hong Kong, où le groupe exécute de nombreux grands

projets de travaux publics. L'entreprise conduit également une stratégie de diversification géographique visant à se développer dans des pays porteurs (États-Unis, Canada, Australie).

La profondeur du carnet de commandes (18 mois d'activité à fin décembre 2016) fournit une bonne visibilité sur les perspectives d'activité à court terme. Le pilotage des prévisions permet d'anticiper les évolutions défavorables et de disposer d'une capacité de réaction satisfaisante pour pouvoir réallouer les moyens de production sur des marchés ou des activités moins touchés.

Enfin, Bouygues Construction favorise la mobilité des équipes entre activités et zones géographiques et incite au développement de synergies entre les différentes entités du Groupe afin de disposer, en permanence, de la capacité d'anticipation nécessaire pour réagir et s'adapter à l'environnement économique.

Risque sur les matières premières

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque sur les matières premières.

Risques industriels et environnementaux

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque industriel ou environnemental significatif compte tenu que son activité (activité non soumise à la réglementation sur les installations classées, REACH, etc.).

Risque Juridique

Risques de conformité

Dans un contexte d'augmentation des exigences en matière de Conformité, Bouygues Construction poursuit le renforcement de sa politique Éthique afin de respecter rigoureusement les programmes en vigueur dans le Groupe.

La démarche Éthique est portée par la filière juridique, en liaison avec l'audit et le contrôle interne, réunis au sein d'un même périmètre de management. Une ressource a été dédiée à l'administration de l'Éthique et de la Conformité, afin d'assurer la veille, de conduire les études et enquêtes nécessaires et de piloter les outils mis en place.

En 2016, l'engagement Éthique et Conformité a été signé par les nouveaux arrivants. Le déploiement d'un « serious game », qui permet la sensibilisation à grande échelle aux enjeux de l'Éthique, se poursuit. Les règles en matière de mécénat, de sponsoring et de marques d'hospitalité ont été largement diffusées et les outils de suivi nécessaires ont été mis en place. Toute implantation dans un nouveau pays fait au préalable l'objet d'une étude Éthique et Conformité.

Enfin, des revues de Conformité, qui permettent de passer en revue l'ensemble des thèmes liés à l'Éthique et à la Conformité des différentes entités, ont été instaurées en 2016.

Faits exceptionnels - litiges

RSA - Chantier de Gautrain

La mise en service de ce projet d'infrastructure ferroviaire destiné à relier le principal aéroport du pays aux villes de Johannesburg et Pretoria est intervenue dans sa totalité le 8 juin 2012.

Alors que cette liaison connaît un remarquable succès commercial avec des niveaux de fréquentation supérieurs aux attentes, plusieurs difficultés ont subsisté entre la Province du Gauteng et Bombela Ltd, société concessionnaire titulaire du contrat et dont Bouygues Travaux Publics détient 17 %. Ces difficultés ont donné lieu à plusieurs litiges.

Ces derniers ont fait l'objet de procédures arbitrales devant l'Arbitration Foundation of Southern Africa et ont donné lieu à des décisions favorables soit à la Province, soit à Bombela Ltd.

Dans ce cadre, la Province et Bombela Ltd se sont rapprochées depuis plusieurs mois pour mettre un terme définitif à ces litiges et sont parvenues à la conclusion, le 21 novembre 2016 d'un accord transactionnel aux termes duquel chacune des parties a transigé et a renoncé aux droits qu'elles avaient sur l'autre partie pour chacun des litiges.

Cet accord transactionnel met un terme définitif aux litiges nés à l'occasion de ce projet.

France - EPR de Flamanville

Bouygues Travaux Publics et Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex-Quille Construction) ont été déclarées coupables par le TGI de Cherbourg le 7 juillet 2015 pour divers infractions à la législation du travail et ont été condamnées au paiement d'amendes, respectivement de 25 000 et 5 000 euros. Ces sociétés ont relevé appel de cette décision. L'audience s'est tenue devant la Cour d'Appel de Caen en novembre 2016.

La décision est attendue le 20 mars 2017.

France - METP Île-de-France

À la suite de la décision du Conseil de la Concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) du 9 mai 2007, la Région Île-de-France a engagé courant 2008 un contentieux indemnitaire visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Saisi en référé, le Tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté la demande de la Région par une ordonnance du 15 janvier 2009, au motif notamment qu'il existait une contestation sérieuse sur le principe même de la créance indemnitaire.

Invitée à se pourvoir au fond, la Région a saisi à nouveau le Tribunal de Grande Instance de Paris en février 2010 d'une requête tendant à poursuivre la réparation d'un préjudice estimé par la région à 358 millions d'euros sur la base d'une responsabilité in solidum des co-auteurs du dommage, à savoir, les entreprises et les personnes physiques condamnées pour comportement anticoncurrentiel.

Les entreprises du secteur qui contestent l'évaluation et la réalité du préjudice allégué ont saisi à leur tour le Tribunal d'un incident de communication de pièces à l'occasion duquel elles réclament qu'il soit enjoint à la Région de communiquer un certain nombre de pièces permettant de retracer le plus précisément possible le processus décisionnel qui a conduit à l'attribution de chacun des marchés et permettant d'établir la preuve du préjudice allégué.

Par un jugement du 17 décembre 2013, le tribunal de Grande Instance de Paris a déclaré la Région Île-de-France irrecevable en ses demandes. Cette dernière a interjeté appel le 22 janvier 2014 devant la Cour d'Appel de Paris. Néanmoins, suite à l'intervention du Préfet d'Île-de-France, le Tribunal des Conflits, le 16 novembre 2015, a jugé que ce litige relevait des juridictions administratives.

À ce jour, aucune nouvelle action n'a été engagée par la Région Ile-de-France devant cet ordre de juridiction.

France - EOLE

À la suite de la décision du 21 mars 2006 du Conseil de la Concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) ayant sanctionné plusieurs sociétés au titre d'une entente générale de répartition et d'entente particulière relatives aux lots 34B et 37B du projet EOLE (Est-Ouest-Liaison Express), la SNCF a engagé le 21 mars 2011 un contentieux indemnitaire devant le tribunal administratif de Paris visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents lots relatifs à ce projet.

Le 31 mai 2016, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF. Cette dernière a relevé appel de cette décision. Aucune date d'audience n'a été, à ce jour, fixée.

Assurances - Couvertures des risques

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du Groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : Risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

Risque de crédit et/ou de contrepartie

Risque de crédit et de contrepartie commercial

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients ;
- la délivrance de garanties bancaires de paiement par les clients ;
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques) ;
- l'assurance crédit.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

Risque de crédit et de contrepartie bancaire

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement analysé par la Direction Trésorerie, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas six mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2016 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2016, aucune banque ne concentrait plus de 10 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2016, la trésorerie nette s'élève à 3 952 millions d'euros et les lignes de crédits confirmées et non utilisées à cette date sont de 352 millions d'euros. Bouygues Construction n'est donc pas exposé à un risque de liquidité. Les crédits bancaires contractés par le groupe ne comportent aucun covenant financier et *trigger event*.

Risque de taux

Exposition au risque de taux

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

Règles de couverture du risque de taux

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la Société.

Risque de change

Exposition au risque de change

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Règles de couverture du risque de change

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Risque sur actions et autres instruments financiers

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2016 Net	31/12/2015 Net
Immobilisations corporelles	3 et 16	702	743
Immobilisations incorporelles	3 et 16	48	46
Goodwill	3 et 16	540	557
Coentreprises et entités associées	3 et 16	21	26
Autres actifs financiers non courants	3	253	251
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	103	116
Actif non courant		1 667	1 739
Stocks		262	345
Avances et acomptes versés sur commandes		168	184
Clients et comptes rattachés		2 955	2 704
Actif d'impôt (exigible)		84	67
Autres créances courantes		910	926
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 427	4 392
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		13	10
Actif courant	4	8 819	8 628
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	22	2	35
Total actif		10 488	10 402

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2016	31/12/2015
Capital social		128	128
Primes et réserves		200	401
Réserve de conversion		95	107
Actions propres détenues		–	–
Résultat consolidé		320	276
Capitaux propres (part du Groupe)	5	743	912
Participations ne donnant pas le contrôle		26	24
Capitaux propres		769	936
Dettes financières non courantes	8 et 16	543	573
Provisions non courantes	6 et 16	853	828
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	7	24	28
Passif non courant		1 420	1 429
Avances et acomptes reçus sur commandes		474	630
Dettes financières courantes	8	22	9
Impôts courants		62	53
Fournisseurs et comptes rattachés		3 241	2 945
Provisions courantes	6	588	655
Autres passifs courants		3 416	3 158
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		475	538
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		–	–
Autres passifs financiers courants		21	49
Passif courant	10	8 299	8 037
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	22	–	–
Total capitaux propres et passif		10 488	10 402
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	9	3 387	3 272

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2016	Exercice 2015
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	11 et 16	11 815	11 975
Autres produits de l'activité		116	91
Achats consommés		(6 779)	(7 070)
Charges de personnel		(2 738)	(2 749)
Charges externes		(1 713)	(1 619)
Impôts et taxes		(147)	(153)
Dotations nettes aux amortissements		(227)	(190)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		(193)	(238)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière		(68)	19
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾		497	558
Autres charges d'exploitation		(237)	(275)
Résultat opérationnel courant	12 et 16	326	349
Autres produits opérationnels		–	–
Autres charges opérationnelles		(23)	(35)
Résultat opérationnel	12 et 16	303	314
Produits financiers		27	27
Charges financières		(13)	(18)
Produit de l'excédent financier net	13 et 16	14	9
Autres produits financiers	13 et 16	37	46
Autres charges financières	13 et 16	(34)	(29)
Impôt	14 et 16	(119)	(108)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 16	121	56
Résultat net des activités poursuivies	16	322	288
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	22	–	–
Résultat net	16	322	288
Résultat net part du Groupe	16	320	276
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2	12
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	15	187,55	161,76
Résultat net des activités poursuivies dilué par action (en euros)	15	187,55	161,76

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

6 288

6 286

(2) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées.

209

244

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en millions d'euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat net	322	288
ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(9)	(5)
Variation de la réserve de réévaluation	–	–
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	(1)	1
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	–	–
ÉLÉMENTS RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Variation des écarts de conversion	(12)	53
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers (AFS, etc.)	24	(7)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	(3)	1
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	13	5
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	12	48
Produits et charges nets comptabilisés	334	336
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	331	323
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	3	13

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital/ Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2014	143	246	458	-	(18)	829	12	841
MOUVEMENTS EXERCICE 2015								
Opérations nettes sur capital et réserves	-	5	(5)	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(253)	-	-	(253)	(1)	(254)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-	-	276	-	-	276	12	288
Variation de change	-	-	-	-	53	53	1	54
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(6)	(6)	-	(6)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ⁽²⁾	-	-	276	-	47	323	13	336
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	13	-	-	13	-	13
Situation au 31 décembre 2015	143	251	489	-	29	912	24	936
MOUVEMENTS EXERCICE 2016								
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(5)	5	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(500)	-	-	(500)	(1)	(501)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-	-	320	-	-	320	2	322
Variation de change	-	-	-	-	(12) ⁽¹⁾	(12)	1	(11)
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	23	23	-	23
Résultat net et produits et charges comptabilisés ⁽²⁾	-	-	320	-	11	331	3	334
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 31 décembre 2016	143	246	314	-	40	743	26	769

(1) Variation de la réserve de conversion.

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(13)	1	(12)
Coentreprises et entités associées	1	-	1
	(12)	1	(11)

(2) Voir état des produits et charges comptabilisés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Flux de trésorerie des activités poursuivies (en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2016	Exercice 2015
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		322	288
QP de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(8)	11
Annulation des dividendes (sociétés non consolidées)		(15)	(15)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes		261	208
Plus et moins values de cessions d'actifs		(128)	(127)
Charges calculées diverses		(3)	3
Sous-total		429	368
Produit de l'excédent financier net		(14)	(9)
Impôt		119	108
Capacité d'autofinancement	16	534	467
Impôts décaissés		(121)	(146)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité ⁽¹⁾		194	326
Flux net de trésorerie généré par l'activité		607	647
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	16	(217)	(252)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		44	38
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(8)	15
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	16	(2)	(2)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		1	4
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		-	-
Incidences des variations de périmètre	21		
Prix d'acquisition des activités consolidées	16	(4)	(14)
Prix de cession des activités consolidées		144	57
Dettes nettes sur activités consolidées		(1)	1
Autres variations de périmètre (trésorerie des sociétés acquises ou cédées)		17	2
Autres flux liés aux opérations d'investissements (var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées)		27	24
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		1	(127)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		-	-
Dividendes mis en paiement		-	-
Dividendes et acomptes sur dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(500)	(253)
Dividendes versés par les sociétés intégrées aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		(6)	9
Produit de l'excédent financier net		14	9
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(493)	(236)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
		(17)	122
Variation de la trésorerie nette (A + B + C + D)		98	406
Trésorerie nette à l'ouverture	4 et 10	3 854	3 449
Flux nets		98	406
Autres flux non monétaires		-	(1)
Trésorerie nette de clôture	4 et 10	3 952	3 854
Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
	22		
Trésorerie nette à l'ouverture		-	-
Flux nets		-	-
Trésorerie nette de clôture		-	-

(1) Définition de la variation du BFR d'activité : actif courant - passif courant (hors impôts décaissés présentés séparément).

Annexe aux comptes consolidés

Note 1. Faits significatifs de l'exercice

1.1. Faits marquants de l'exercice

- Bouygues Travaux Publics, filiale de Bouygues Construction, a cédé le 15 juin 2016 sa participation résiduelle dans la société Autoroute de Liaison Seine Sarthe (ALIS), concessionnaire de la section Rouen-Alençon de l'autoroute A28.

Cette cession portant sur 10 % du Capital et Prêts d'Actionnaires a été réalisée pour un montant de 35 millions d'euros.

- Le 9 novembre 2016, le groupe Bouygues a cédé sa participation de 46,10 % dans la société concessionnaire ADELAC (Autoroute des deux lacs, tronçon de 19 Km sur l'A41) à AREA, 39,20 % pour Bouygues Construction et 6,90 % pour Colas.

Les sociétés Bouygues Travaux Publics, Quille, et Bouygues Bâtiment Sud-Est, filiales de Bouygues Construction, ont cédé leurs parts du capital dans ADELAC, ainsi que les prêts d'actionnaires associés.

Le résultat de cession de 110 millions d'euros est comptabilisé dans la ligne « quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées » du compte de résultat.

1.2. Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2016

Il n'existe pas de fait significatif postérieur au 31 décembre 2016.

Note 2. Principes et méthodes comptables du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction SA et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 20 février 2017 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale ordinaire du 18 avril 2017.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs/passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2015 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2016.

- Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2016 :

- **Amendements IAS 7 : État des flux de trésorerie**

Ces amendements posent comme principe qu'une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

Pour répondre à cette obligation, le Groupe fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la situation financière en ce qui concerne les passifs inclus dans les activités de financement en Note 9.

Ces amendements, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, ont été appliqués par anticipation dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe ne prévoit pas d'appliquer IFRS 15 par anticipation.

- IFRS 9 : Instruments financiers

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe ne prévoit pas d'appliquer IFRS 9 par anticipation.

- Principales normes, amendements et interprétations essentiels publiés par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), non adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 16 : Contrats de location

Le 16 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « contrats de location ».

IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrats de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location.

La nouvelle norme, non adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1^{er} janvier 2019.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 sont préparés selon la convention du coût historique à l'exception de certains éléments, notamment les actifs et passifs financiers, qui sont évalués à la juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Le recours à des estimations et hypothèses concerne notamment l'évaluation des provisions, ainsi que les données à terminaison sur les contrats de construction.

2.1. Méthodes de consolidation

2.1.1. Modes d'intégration et périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs sont comptabilisées sur la base de la quote-part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2016	31/12/2015
Sociétés contrôlées	238	233
Activités conjointes	102	97
Coentreprises et entités associées	16	20
	356	350

2.1.2. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.1.3. Conversion des opérations en devises

Pour les entités dont la monnaie fonctionnelle est l'euro, les transactions en devises sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au taux de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés en résultat de l'exercice.

2.1.4. Impositions différées

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
 - sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont comptabilisés au taux d'impôt à la date d'arrêté comptable, ajusté le cas échéant pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale.

L'incidence de l'évolution des taux d'impôt sur les sociétés est prise en résultat de l'exercice dans le cadre du report variable.

Les impôts de distribution non récupérables, estimés au titre des dividendes à verser par des filiales françaises ou étrangères, sont provisionnés s'ils présentent un caractère significatif.

2.1.5. Contrats de concessions et PPP (Partenariat Public Privé)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.2.1. Actif

a. Actif non courant

Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10, 20, 30 ans selon qu'il s'agit de constructions légères ou d'autres bâtiments en dur ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 8 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, etc.).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Contrats de location financement

La location financement est un contrat qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif, le transfert de propriété pouvant, ou non, intervenir in fine.

Les biens significatifs acquis sous forme de location financement (crédit-bail notamment) sont inscrits au bilan en immobilisations corporelles, en contrepartie de la comptabilisation d'une dette financière au passif.

Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation.

Coûts de remise en état des sites

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeuble de placement au sein de ses immobilisations.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré) ;
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Frais de développement

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce non protégés juridiquement sont inscrits en Goodwill.

Regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwills déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquéreur, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow : D.C.F.*) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

- **Une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International**

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Taux d'actualisation retenu : 7,06 %/6,47 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.

Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2016.

- **Une UGT comprenant les activités d'Énergies et Services en France et à l'International**

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités d'Énergies et Services et la continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités d'Énergies et Services, un objectif de rentabilité, décliné par année. Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Taux d'actualisation retenu : 5,55 %/5,08 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.

Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2016.

Actifs financiers

Titres de participations et autres titres

Les participations non consolidées et les autres titres immobilisés sont comptabilisés selon la méthode des « actifs disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés au bilan en juste valeur.

Les variations de juste valeur sont inscrites en capitaux propres sauf en cas de dépréciation durable, la perte étant alors comptabilisée en résultat de l'exercice. Lors de la sortie de l'actif financier correspondant, la variation de juste valeur précédemment inscrite en capitaux propres est reprise en résultat.

Prêts à caractère de placement

Les prêts, créances rattachées à des participations, et les dépôts et cautionnements sont valorisés à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale puis ultérieurement au coût amorti.

b. Actif courant

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (coût unitaire moyen pondéré), ou au prix du marché s'il est inférieur. Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont essentiellement à court terme et sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les « facturations à établir » correspondant aux travaux effectués qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.2.2. Passif

a. Passif non courant

Provisions non courantes

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Avantages au personnel

Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC)

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté ;
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite ;
- taux de rotation (turn-over) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle ;
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2006-2008.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

Provision pour médailles du travail

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe

Garanties données aux clients (provisions SAV)

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France).

La provision est constituée par application au chiffre d'affaires d'un taux statistique déterminé chaque année à partir des éléments de référence SAV propre à chaque société.

b. Passif courant

Fournisseurs et autres créditeurs

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

Provisions courantes

Elles comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrat. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.2.3. Compte de résultat

a. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Le chiffre d'affaires est décomposé en contrats de construction, ventes et prestations de services.

b. Comptabilisation des contrats de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à « l'avancement ».

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

c. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et joint-ventures non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

d. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

e. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 9 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

f. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.2.4. Instruments financiers

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

a. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

Risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Risque de taux

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

b. Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Le Groupe utilise les principes et méthodes de comptabilisation définis par la norme IAS 39 à savoir :

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers et au moins tous les trimestres.

Pour être éligibles à la comptabilité de couverture, les instruments financiers doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier ;
- efficacité de la couverture démontrée tout au long de la durée de vie de l'instrument financier.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Aucun dérivé incorporé au sens de l'IAS 39 n'a été recensé dans le Groupe.

Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.2.5. Tableau de flux de trésorerie

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation de l'ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements et provisions/résultat sur cessions d'actifs/produit de l'excédent financier net (PEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le PEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

Il n'existe pas au 31 décembre 2016 de trésorerie non disponible.

2.2.6. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en Note 18.

2.2.7. EBITDA

L'EBITDA est égal au « résultat opérationnel courant » corrigé des « dotations nettes aux amortissements », des « dotations nettes aux provisions et dépréciations » et des reprises sur provisions et dépréciations non utilisées figurant en « autres produits d'exploitation ».

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

2.2.8. Cash Flow Libre

Le Cash Flow Libre est égal à la capacité d'autofinancement après produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net et impôt diminué des investissements nets d'exploitation.

Les investissements nets d'exploitation correspondent aux prix d'acquisition / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles diminués des subventions d'investissement obtenues.

2.2.9. Excédent financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.3. Autres informations

Comparabilité des états financiers :

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- le compte de résultat net ;
- l'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

Note 3. Actif non courant

L'actif non courant réparti par activité figure en Note 16 Information sectorielle.

Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice	31/12/2016	31/12/2015
Acquisitions immobilisations corporelles ⁽¹⁾	207	244
Acquisitions immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	10	8
Investissements opérationnels	217	252
Acquisitions actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	6	16
Investissements consolidés	223	268
Cessions actifs non courants	(189)	(99)
Investissements nets	34	169

(1) Net de subventions obtenues (en minoration de l'actif au bilan).

3.1. Immobilisations corporelles

702 M€

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{er} janvier 2015	410	781	318	75	1 584
Écarts de conversion	7	27	6	7	47
Virements de rubriques	3	44	1	(48)	–
Changements de périmètre	1	–	2	–	3
Investissements	5	155	33	51	244
Cessions et réductions diverses	(3)	(126)	(41)	(1)	(171)
31 décembre 2015	423	881	319	84	1 707
Dont locations financement	5	1	–	–	6
FLUX 2016					
Écarts de conversion	(5)	5	–	(1)	(1)
Virements de rubriques	–	119	1	(101)	19
Changements de périmètre	–	(2)	(4)	1	(5)
Investissements	2	135	31	39	207
Cessions et réductions diverses	(8)	(105)	(43)	–	(156)
31 décembre 2016	412	1 033	304	22	1 771
Dont locations financement	5	1	2	–	8

Amortissements et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{er} janvier 2015	(115)	(567)	(218)	–	(900)
Écarts de conversion	(5)	(20)	(5)	–	(30)
Virements de rubriques	–	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	–	(3)	–	(3)
Cessions et réductions diverses	2	107	37	–	146
Dotations aux amortissements	(19)	(123)	(35)	–	(177)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 décembre 2015	(137)	(603)	(224)	–	(964)
Dont locations financement	(4)	–	–	–	(4)
FLUX 2016					
Écarts de conversion	1	(4)	1	–	(2)
Virements de rubriques	–	(21)	–	–	(21)
Changements de périmètre	–	2	3	–	5
Cessions et réductions diverses	2	88	38	–	128
Dotations aux amortissements	(15)	(163)	(37)	–	(215)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 décembre 2016	(149)	(701)	(219)	–	(1 069)
Dont locations financement	(4)	–	(1)	–	(5)

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31 décembre 2015	286	278	95	84	743
Dont locations financement	1	1	–	–	2
31 décembre 2016	263	332	85	22	702
Dont locations financement	1	1	1	–	3

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes et les investissements d'exploitation par activité et zone géographique sont détaillés en note 16 Information sectorielle.

3.2. Immobilisations incorporelles

48 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1^{er} janvier 2015	-	126	27	153
Écarts de conversion	-	1	-	1
Virements de rubriques	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements	-	7	1	8
Cessions et réductions diverses	-	(5)	-	(5)
31 décembre 2015	-	129	28	157
FLUX 2016				
Écarts de conversion	-	(1)	(2)	(3)
Virements de rubriques	-	2	(2)	-
Changements de périmètre	-	-	5	5
Investissements	-	7	3	10
Cessions et réductions diverses	-	(3)	-	(3)
31 décembre 2016	-	134	32	166

Amortissements et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1^{er} janvier 2015	-	(93)	(9)	(102)
Écarts de conversion	-	(1)	-	(1)
Virements de rubriques	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	-	-	-
Cessions et réductions diverses	-	5	-	5
Dotations aux amortissements	-	(11)	(2)	(13)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-
31 décembre 2015	-	(100)	(11)	(111)
FLUX 2016				
Écarts de conversion	-	2	-	2
Virements de rubriques	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	-	-	-
Cessions et réductions diverses	-	3	-	3
Dotations aux amortissements	-	(11)	(1)	(12)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-
31 décembre 2016	-	(106)	(12)	(118)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2015	-	29	17	46
31 décembre 2016	-	28	20	48

3.3. Goodwill**540 M€**

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et Services
1^{er} janvier 2015	528	–	528	239	289
Périmètre, change et autres	29	–	29	12	17
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 décembre 2015	557	–	557	251	306
Périmètre, change et autres	(17)	–	(17)	(16)	(1)
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 décembre 2016	540	–	540	235	305

3.4. Actif financier non courant**274 M€**

	Coentreprises et entités associées	Autres actifs financiers non courants		Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
		Participations non consolidées	Autres actifs non courants			
1^{er} janvier 2015	75	147	223	445	(131)	314
Écarts de conversion	1	7	6	14	0	14
Virements de rubriques	10	(24)	(11)	(25)	(3)	(28)
Changements de périmètre	(14)	38	–	24	38	62
Investissements et autres augmentations	10	3	39	52	–	52
Cessions et réductions diverses	(13)	(12)	(51)	(76)	–	(76)
Dotations et reprises	–	–	–	–	(61)	(61)
31 décembre 2015	69	159	206	434	(157)	277
Écarts de conversion	1	2	–	3	–	3
Virements de rubriques	(1)	22	11	32	1	33
Changements de périmètre	–	7	(1)	6	(4)	2
Investissements et autres augmentations	7	2	19	28	–	28
Cessions et réductions diverses	(12)	(26)	(35)	(73)	–	(73)
Dotations et reprises	–	–	–	–	4	4
31 décembre 2016	64	166	200	430	(156)	274

3.4.1. Coentreprises et entités associées

21 M€

	Quote-Part dans les capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
1^{er} janvier 2015	75	-	75
Écarts de conversion	1	-	1
Virements de rubriques	10	-	10
Changements de périmètre	(14)	-	(14)
Investissements et autres augmentations	10	-	10
Cessions et réductions diverses	(13)	-	(13)
Perte de valeur (dépréciation)	(43)	-	(43)
31 décembre 2015	26	-	26
Écarts de conversion	1	-	1
Virements de rubriques	(1)	-	(1)
Changements de périmètre	-	-	-
Investissements et autres augmentations	7	-	7
Cessions et réductions diverses	(12)	-	(12)
Perte de valeur (dépréciation)	-	-	-
31 décembre 2016	21	-	21

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des coentreprises et entités associées dont la liste est fournie en Note 24 Liste des principales entités consolidées.

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2016	31/12/2015	
	Stade de France	Stade de France	Adelac
Actif non courant ⁽¹⁾	202	197	813
Actif courant	70	53	38
Total Actif	272	250	851
Capitaux propres	40	43	(65)
Passif non courant	155	148	854
Passif courant	77	59	62
Total Passif	272	250	851
Chiffre d'affaires	56	56	47
Résultat opérationnel	(5)	(1)	26
Résultat net	(3)	-	(12)

(1) Net de subventions reçues.

Variations de l'exercice	Au 01/01/2016	Flux net ⁽¹⁾ 2016	Au 31/12/2016
Stade de France	11	-	11
Adelac	-	-	-
Zaic	2	2	4
Warnowquerung	-	-	-
Bina (Fincom et Istra)	-	-	-
Transjamaican	1	-	1
Socoprim	-	-	-
VSL Corée	6	(6)	-
VSL Japon	2	-	2
VSL Chili	2	-	2
Autres	2	(1)	1
Total	26	(5)	21

(1) Incluant : quote-parts de résultat de l'exercice/acquisitions/changements de périmètre/change/dividendes distribués /augmentations de capital et variations de juste valeur des instruments financiers.

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (20).

3.4.2. Participations non consolidées nettes

90 M€

Participations ⁽¹⁾	31/12/2016				Total Actif ⁽²⁾	Total Passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultat net ⁽²⁾
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Fichallenge	2	(1)	1	100 %	1	6	–	–
Filiales et participations françaises diverses	19	(3)	16					
Sous-total	31	(12)	19					
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	67	–	67	15 %	134	31	53	(9)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
C.C.I.B (Roumanie)	6	(6)	–	22 %	29	58	7	(1)
Frog Electr. Cont (Afrique du Sud)	5	(5)	–	100 %	–	–	–	–
Equiby Limited (Jersey)	5	(5)	–	68 %	10	–	–	–
Vorspanntechnik (Allemagne)	2	(2)	–	100 %	–	–	–	–
Filiales et participations étrangères diverses	28	(24)	4					
Sous-total	135	(64)	71					
Total	166	(76)	90					

Participations ⁽¹⁾	31/12/2015				Total Actif ⁽²⁾	Total Passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultat net ⁽²⁾
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Fichallenge	2	(1)	1	100 %	1	5	–	2
Filiales et participations françaises diverses	18	(3)	15					
Sous-total	30	(12)	18					
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	65	–	65	15 %	140	31	48	(13)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
C.C.I.B (Roumanie)	6	(6)	–	22 %	29	57	8	(1)
Frog Electr. Cont (Afrique du Sud)	5	(5)	–	100 %	–	–	–	–
Equiby Limited (Jersey)	5	(5)	–	68 %	10	–	–	–
Vorspanntechnik (Allemagne)	2	(2)	–	100 %	–	–	–	–
VSL Offshore (Singapour)	2	(1)	1	100 %	1	1	2	–
Filiales et participations étrangères diverses	22	(17)	5					
Sous-total	129	(58)	71					
Total	159	(70)	89					

(1) Non consolidées compte tenu :
- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

(2) Suivant informations annuelles disponibles.

3.4.3. Autres actifs non courants

163 M€

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

• Créances rattachées à des participations	67
• Prêts et créances immobilisés	64
• Autres immobilisations financières :	32

soit :

• Dépôts et cautionnements	26
• Autres titres immobilisés	6

3.4.4. Répartition par catégorie des participations non consolidées et des autres actifs non courants

253 M€

Ne comprend pas les coentreprises et entités associées.

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs évalués à la juste valeur en résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total
31 décembre 2015	96	155	-	-	251
Flux 2016	-	2	-	-	2
31 décembre 2016	96	157	-	-	253
Échéances < 1 an	-	17	-	-	17
Entre 1 et 5 ans	-	64	-	-	64
> 5 ans	96	76	-	-	172

3.4.5. Activités conjointes

Le Groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des activités conjointes. La liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2016 est fournie en Note 24.

Les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Quote-part Bouygues Construction	31/12/2016	31/12/2015
Actif non courant	153	112
Actif courant	988	902
Total Actif	1 141	1 014
Capitaux propres	(160)	(203)
Passif non courant	38	35
Passif courant	1 263	1 182
Total Passif	1 141	1 014
Chiffre d'affaires	1 500	1 426
Résultat opérationnel	119	(62)
Résultat net	114	(65)

3.5. Actifs d'impôts non courants

103 M€

	31/12/2016	31/12/2015
Impôts différés Actif ⁽¹⁾	103	116
Autres impôts LT	-	-
Total Impôts non courants ⁽¹⁾	103	116

(1) Voir détail en Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants.

Note 4. Actif courant

4.1. Stocks

262 M€

Stocks	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	287	(25)	262	360	(15)	345
Total	287	(25)	262	360	(15)	345

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprises de l'exercice	
	2016	2015	2016	2015
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	(14)	(4)	4	2
Total	(14)	(4)	4	2

4.2. Avances et acomptes

168 M€

	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	168	–	168	184	–	184
Total	168	–	168	184	–	184

4.3. Clients et autres débiteurs

3 949 M€

	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Clients et comptes rattachés (Clients/Factures à établir)	3 173	(218)	2 955	2 926	(222)	2 704
Actif d'impôt (exigible)	84	–	84	67	–	67
Autres créances courantes :						
Autres créances opérationnelles (Personnel/Organismes sociaux/État/Autres créances)	360	(7)	353	369	(5)	364
Créances diverses (Comptes courants, etc.)	512	(44)	468	494	(41)	453
Charges constatées d'avance	89	–	89	109	–	109
Total clients et autres débiteurs	4 218	(269)	3 949	3 965	(268)	3 697

4.4. Répartition des créances clients entre encours échus (échancier des retards de paiement) et encours non échus au 31 décembre 2016

	Encours non échus	Encours échus (retards de paiement)			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Clients et comptes rattachés	2 398	374	88	313	3 173
Dépréciations	(4)	(4)	(3)	(207)	(218)
Total clients et comptes rattachés	2 394	370	85	106	2 955
Rappel au 31/12/2015	2 120	401	79	104	2 704

4.5. Autres actifs financiers courants

13 M€

Voir Note 17 Instruments financiers.

4.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

4 427 M€

	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Bouygues Relais	2 127	–	2 127	2 298	–	2 298
Uniservice	1 410	–	1 410	1 234	–	1 234
Autres disponibilités	889	–	889	849	–	849
Valeurs mobilières de placement	1	–	1	11	–	11
Total	4 427	–	4 427	4 392	–	4 392

Répartition par devises 2016	Euro	Livre sterling	Franc Suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar Canadien	Dollar Australien	Dollar US	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 517	342	547	432	82	81	26	213	14	31	141	4 426
Valeurs mobilières de placement	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1
Total	2 517	342	547	433	82	81	26	213	14	31	141	4 427

Répartition par devises 2015	Euro	Livre sterling	Franc Suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar Canadien	Dollar Australien	Dollar US	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 728	267	456	336	100	49	51	220	20	47	107	4 381
Valeurs mobilières de placement	11	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	11
Total	2 739	267	456	336	100	49	51	220	20	47	107	4 392

Les disponibilités et équivalents ont une échéance inférieure à trois mois, ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités	4 426	4 381
Valeurs mobilières de placement	1	11
Total	4 427	4 392
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(475)	(538)
Total trésorerie nette	3 952	3 854

Note 5. Capitaux propres

5.1. Capital

127 967 250 €

Au 31 décembre 2016, le capital social de 127 967 250 euros est constitué de 1 706 230 actions de 75 euros.
L'évolution sur la période a été la suivante :

	Au 01/01/2016	Variations 2016		Au 31/12/2016
		Réduction	Augmentation	
Actions	1 706 230	–	–	1 706 230
Certificats d'investissements	–	–	–	–
Nombre de titres	1 706 230	–	–	1 706 230
Nominal	75 €	–	–	75 €
Capital en €	127 967 250	–	–	127 967 250

5.2. Opérations affectées directement en capitaux propres

5.2.1. Réserve de conversion

95 M€

La réserve de conversion est générée depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de la mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

La réserve de conversion comprend la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2016 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2015	Variations 2016	31/12/2016
Livre sterling	(2)	12	10
Franc suisse	5	3	8
Dollar US	(8)	1	(7)
Dollar de Hong Kong	5	3	8
Dollar de Singapour	1	–	1
Dollar australien	2	–	2
Rand sud-africain	103	(29)	74
Divers	1	(2)	(1)
Total	107	(12)	95

5.2.2. Réserve de variation de juste valeur

(12) M€

La réserve de variation de juste valeur des instruments financiers constate les opérations appelées à passer ultérieurement en résultats. Elle concerne l'évaluation des instruments financiers en couverture d'un flux futur et l'évaluation des actifs disponibles à la vente.

	31/12/2015	Variations 2016	31/12/2016
Réserve de juste valeur des instruments financiers	(45)	33	(12)
Total	(45)	33	(12)

5.2.3. Autres réserves

(43) M€

	31/12/2015	Variations 2016	31/12/2016
Réserve de réévaluation	4	–	4
Écarts actuariels	(37)	(10)	(47)
Total	(33)	(10)	(43)

Note 6. Provisions non courantes et courantes

6.1. Provisions non courantes

853 M€

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres prov. non courantes	Total
1^{er} janvier 2015	199	169	292	35	80	87	862
Écarts de conversion	1	–	3	–	–	3	7
Virements de rubriques	–	(1)	–	3	(1)	2	3
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	(1)	–	(1)	–	–	(2)
Impact direct en capitaux propres	5	–	–	–	–	–	5
Dotations	6	50	78	1	3	60	198
Reprises utilisées	(9)	(12)	(51)	–	(52)	(4)	(128)
Reprises non utilisées	(4)	(32)	(24)	(6)	(24)	(27)	(117)
31 décembre 2015	198	173	298	32	6	121	828
FLUX 2016							
Écarts de conversion	–	–	(3)	–	–	–	(3)
Virements de rubriques	–	(1)	–	–	–	(1)	(2)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	(18)	–	(2)	(20)
Impact direct en capitaux propres	9	–	–	–	–	–	9
Dotations	14	49	78	2	29	33	205
Reprises utilisées	(16)	(14)	(49)	(2)	(2)	(8)	(91)
Reprises non utilisées	(1)	(37)	(23)	(1)	(1)	(10)	(73)
31 décembre 2016	204	170	301	13	32	133	853

6.2. Provisions courantes

588 M€

	Risques sur chantiers terminés	Charges de fin de chantier	Pertes à terminaison	Autres prov. courantes	Total
1^{er} janvier 2015	65	247	196	91	599
Écarts de conversion	4	16	(7)	(3)	10
Virements de rubriques	5	(4)	–	–	1
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	(1)	4	–	3
Dotations	27	106	137	35	305
Reprises utilisées	(14)	(68)	(70)	(17)	(169)
Reprises non utilisées	(14)	(58)	(15)	(7)	(94)
31 décembre 2015	73	238	245	99	655
FLUX 2016					
Écarts de conversion	–	2	–	2	4
Virements de rubriques	1	–	–	3	4
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	–	–
Dotations	16	90	114	36	256
Reprises utilisées	(5)	(76)	(97)	(29)	(207)
Reprises non utilisées	(21)	(32)	(66)	(5)	(124)
31 décembre 2016	64	222	196	106	588

Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants**Actif 103 M€
Passif 24 M€****7.1. Actif d'impôts non courants**

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2015	Variations 2016		31/12/2016
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Actif	116	(9)	(4)	103

7.2. Répartition des impôts différés actif par métier

Nature par métier	Actif d'impôt différé 31/12/2015	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2016		Autres	Actif d'impôt différé 31/12/2016
				Produits	Charges		
A - DÉFICITS FISCAUX							
BTP	7	-	-	-	(1)	-	6
Énergies et Services	3	-	-	2	-	-	5
Sous-total Déficits fiscaux	10	-	-	2	(1)	-	11
B - DIFFÉRENCES TEMPORAIRES ⁽¹⁾							
BTP	95	-	-	1	(13)	(2)	81
Énergies et Services	11	-	-	2	-	(2)	11
Sous-total Différences temporaires	106	-	-	3	(13)	(4)	92
Total IDA	116	-	-	5	(14)	(4)	103

7.3. Passif d'impôts non courants

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2015	Variations 2016		31/12/2016
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Passif	28	(5)	1	24

7.4. Répartition des impôts différés passif par métier

Nature par métier	Passif d'impôt différé 31/12/2015	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2016		Autres	Passif d'impôt différé 31/12/2016
				Produits	Charges		
DIFFÉRENCES TEMPORAIRES ⁽¹⁾							
BTP	27	1	-	(6)	1	-	23
Énergies et Services	1	-	-	-	-	-	1
Sous-total Différences temporaires	28	1	-	(6)	1	-	24
Total IDP	28	1	-	(6)	1	-	24

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2016	31/12/2015
IDA	103	116
Avantages au personnel	38	45
SAV	14	14
Pertes à terminaison	35	45
Provisions litiges clients et clients douteux	4	4
Déficits fiscaux	11	10
Autres sources d'IDA	1	(2)
IDP	24	28
Total	79	88

7.6. Délai de récupération des impôts différés actif

31 décembre 2016	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	71	12	20	103

7.7. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

	31/12/2016	31/12/2015
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	94	78
Autres actifs	144	144
Total	238	222

Note 8. Dettes financières non courantes et courantes

8.1. Répartition des emprunts portant intérêt par échéance

565 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	1	2	-	-	-	-	-	4	16
Emprunts issus des locations financement	-	-	1	-	-	-	-	-	1	2
Emprunts et dettes financières divers	-	17	5	3	9	4	3	7	48	49
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt Uniservice	1	2	237	227	45	-	-	-	512	515
Total emprunts portant intérêt	2	20	245	230	54	4	3	7	565	582
Rappel au 31/12/2015	2	7	124	154	229	50	9	7	582	-

Répartition de la dette sur locations financement par métier	BTP	Énergies et Services	Total
Long terme 31/12/2016	1	-	1
Court terme 31/12/2016	-	-	-
Long terme 31/12/2015	2	-	2
Court terme 31/12/2015	-	-	-

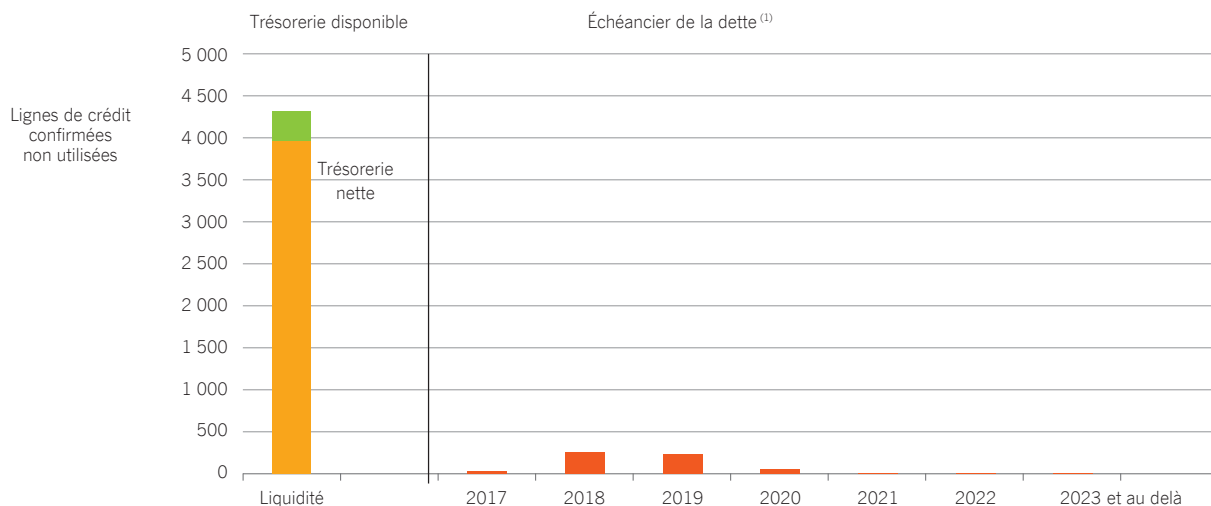
8.2. Lignes de crédit confirmées/utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	2	-	4	2	2	-	4
Emprunts et dettes financières diverses	20	883	10	913	20	531	10	561
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-
Intra-groupe	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	22	885	10	917	22	533	10	565

8.3. Liquidité au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, la trésorerie nette s'élève à 3 952 millions d'euros auxquels s'ajoute un montant de 352 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.

Cf. Note 4.6 pour plus de détail sur la trésorerie.



(1) Dettes financières non courantes (543 millions d'euros) et dettes financières courantes (22 millions d'euros).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le Groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier et aucun *trigger event*.

8.4. Répartition de la dette financière courante et non courante par nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à taux fixé ⁽¹⁾	1 %	1 %
Dettes à taux variable	99 %	99 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

8.5. Répartition de la dette financière par devises

	Euro	Livre sterling	Franc Suisse	Dollar US	Couronne Tchèque	Zloty Polonais	Dollar de Hong Kong	Dollar Canadien	Divers	Total
Long terme 31/12/2016	–	126	169	75	26	31	18	98	–	543
Court terme 31/12/2016	–	–	–	–	–	–	6	16	–	22
Long terme 31/12/2015	4	147	168	53	26	32	25	115	3	573
Court terme 31/12/2015	–	–	–	–	–	–	6	–	3	9

Les dettes financières ventilées par métier figurent en Note 16 information sectorielle.

Note 9. Principaux éléments de variation de l'excédent financier net

3 387 M€

9.1. Variation de l'excédent financier net

	31/12/2015	Flux de Trésorerie	Changement de périmètre	Écart de conversion	Autres impacts	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 392	52	1	(18)	–	4 427
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(538)	46	16	1	–	(475)
Trésorerie nette	3 854	98	17	(17)	–	3 952⁽¹⁾
Dettes financières non courantes	(573)	(7)	–	12	25	(543)
Dettes financières courantes	(9)	13	–	(1)	(25)	(22)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	–	–	–	–	–	–
Endettement financier brut	(582)	6⁽²⁾	–	11	–	(565)
Excédent financier net	3 272	104	17	(6)	–	3 387

(1) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie (flux nets + flux non monétaires).

(2) Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement.

9.2. Principales opérations sur excédent financier net

Excédent financier net au 31 décembre 2015	3 272
Générées par l'activité	607
Liées aux opérations d'investissement	1
Dividendes versés	(501)
Produit de l'excédent financier net	14
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	–
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	(6)
Autres	–
Excédent financier net au 31 décembre 2016	3 387

Note 10. Autres passifs courants

10.1. Fournisseurs et autres créditeurs

7 193 M€

	31/12/2016	31/12/2015
Avances et acomptes reçus sur commandes	474	630
Impôts courants	62	53
Fournisseurs et comptes rattachés	3 241	2 945
Autres passifs courants	3 416	3 158
Dettes personnel et organismes sociaux	438	444
État et collectivités publiques	556	520
Autres dettes courantes	577	597
Produits différés	1 845	1 597

10.2. Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

475 M€

Répartition par devises 31/12/2016	Euro	Dollar de Hong Kong	Franc CFA	Livre sterling	Dollar US	Dollar Canadien	Franc Suisse	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	109	140	16	12	2	23	136	37	475

Répartition par devises 31/12/2015	Euro	Dollar de Hong Kong	Franc CFA	Livre sterling	Dollar US	Dollar Canadien	Franc Suisse	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	122	147	45	39	12	28	111	34	538

10.3. Autres passifs financiers courants

21 M€

Voir Note 17 Instruments financiers.

Note 11. Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

11.1. Analyse globale par nature

	Année 2016 ⁽¹⁾	Année 2015 ⁽¹⁾
Ventes	135	152
Prestations de services	2 837	2 724
Contrats de construction	8 843	9 099
Chiffre d'affaires	11 815	11 975
Autres produits de l'activité	116	91
Total	11 931	12 066

(1) Dont échange de bien ou de services : néant.

Informations relatives aux contrats de construction au 31 décembre 2016	
ACTIF	
Travaux à facturer	641
Retenues de garantie	220
PASSIF	
Travaux facturés d'avance	1 530
Avances reçues	356
Coûts encourus depuis l'origine sur les contrats en cours (plus les bénéfices moins les pertes comptabilisées)	18 942

11.2. Analyse du chiffre d'affaires par activité

Activité	Année 2016				Année 2015			
	France	International	Total	% du C.A. total	France	International	Total	% du C.A. total
BTP	4 406	5 174	9 580	81 %	4 613	5 244	9 857	82 %
Énergies et Services	1 121	1 114	2 235	19 %	1 076	1 042	2 118	18 %
Chiffre d'affaires	5 527	6 288	11 815	100 %	5 689	6 286	11 975	100 %
% d'évolution 2016/2015	-3 %	0 %	-1 %					

11.3. Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique

Analyse par zone géographique	Chiffre d'affaires 2016		Chiffre d'affaires 2015	
	Total	% du C.A. total	Total	% du C.A. total
France	5 527	46,8 %	5 689	47,5 %
Union européenne	1 695	14,4 %	1 745	14,6 %
Autres pays d'Europe	1 055	8,9 %	955	8,0 %
Afrique	651	5,5 %	780	6,5 %
Moyen Orient	182	1,5 %	120	1,0 %
Amériques	792	6,7 %	869	7,3 %
Asie/Pacifique	1 913	16,2 %	1 817	15,1 %
Total	11 815	100,0 %	11 975	100,0 %

Le Groupe est présent au Royaume-Uni dans les activités de Construction et d'Énergie et Services. Il s'agit d'activités réalisées localement et qui ne sont pas exposées de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations. Le chiffre d'affaires réalisé en 2016 est de 1 108 millions de Livre sterling, à comparer à 1 018 en 2015, soit respectivement 1 352 et 1 402 millions d'euros. Cette diminution de (50) millions d'euros s'explique à hauteur de (171) millions d'euros par la baisse de la Livre sterling consécutive à la décision de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, dont le taux moyen est en recul de 11 % (1,38 euros pour une Livre en 2015 contre 1,22 en 2016).

11.4. Analyse du chiffre d'affaires par nature de marchés (en %)

Nature de marchés	2016			2015		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	44 %	40 %	42 %	45 %	41 %	43 %
Marchés privés	56 %	60 %	58 %	55 %	59 %	57 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

Note 12. Résultat opérationnel et EBITDA

12.1. Résultat opérationnel

	2016	2015
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾		
Chiffre d'affaires	11 815	11 975
Autres produits de l'activité	116	91
Consommations externes	(8 492)	(8 689)
Charges de personnel	(2 738)	(2 749)
Impôts et taxes	(147)	(153)
Dotations nettes aux amortissements	(227)	(190)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(193)	(238)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(68)	19
Autres produits et charges d'exploitation :		
· Reprises de dépréciations et de provisions non utilisées	209	244
· Résultats nets sur cessions d'immobilisations	18	15
· Différences nettes de change	(17)	(24)
· Autres produits et charges	50	48
Sous-total résultat opérationnel courant	326	349
Autres produits et charges opérationnels ⁽²⁾	(23)	(35)
Résultat opérationnel ⁽³⁾	303	314

(1) Voir Note 16 pour la répartition par activité.

(2) Coûts induits par la mise en place de la nouvelle organisation opérationnelle.

(3) dont charges de loyers de 426 millions d'euros pour 2016 et 395 millions d'euros pour 2015.

12.2. EBITDA

	2016	2015
Résultat opérationnel courant	326	349
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
· Dotations nettes aux amortissements	227	190
· Dotations nettes aux provisions et dépréciations	193	238
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
· Reprises de provisions et dépréciations non utilisées	(209)	(244)
EBITDA	537	533

Note 13. Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers

13.1. Décomposition du produit de l'excédent financier net

	2016	2015
Coût de l'endettement financier brut	(6)	(6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	20	15
Produit de l'excédent financier net	14	9

Le produit de l'excédent financier net se décompose comme suit :

	2016	2015
Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(6)	(6)
Charges d'intérêt sur location financement	–	–
Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	–	–
Sous-total	(6)	(6)
Produits d'intérêt nets liés à la trésorerie	20	15
Impacts des instruments financiers sur trésorerie nette	–	–
Revenus issus des titres disponibles à la vente et équivalents de trésorerie	–	–
Sous-total	20	15

13.2. Décomposition des autres produits et charges financiers

	2016	2015
Dividendes sur titres non consolidés	15	15
(Dotations)/Reprises financières nettes	5	(10)
Charges d'actualisation nettes	–	–
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	–	–
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	(17)	12
Autres produits et charges financiers	3	17

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

Note 14. Impôts sur le résultat

14.1. Décomposition de la charge nette d'impôts

	2016			2015		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(49)	(61)	(110)	(61)	(52)	(113)
Impositions différées passif ^{(1) (2)}	5	-	5	-	-	-
Impositions différées actif ^{(1) (2)}	(11)	2	(9)	8	1	9
Impôts sur distributions	-	(5)	(5)	-	(4)	(4)
Total	(55)	(64)	(119)	(53)	(55)	(108)

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles	(4)	5
dont impôts différés afférents aux déficits	1	4
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts	(1)	-
(2) dont déficit/crédit d'impôt/différence temporelle d'un exercice antérieur non comptabilisé précédemment :		
- sur impôts exigibles	-	-
- sur impôts différés	-	-

14.2. Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France/Étranger	- 2,70 %	- 1,05 %
Actifs d'impôts différés non comptabilisés et création/utilisation de reports déficitaires	- 0,97 %	7,05 %
Effets des différences permanentes	- 1,59 %	- 12,60 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	- 1,60 %	- 1,66 %
Impôts de distribution	1,03 %	0,95 %
Autres	- 1,57 %	0,19 %
Taux effectif d'imposition	27,03 %	27,31 %

Note 15. Résultat net et résultat dilué par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2016 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2016	2015
Résultat net Part du Groupe	320 M€	276 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat en euros par action	187,55 €	161,76 €

Le résultat dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, Bouygues Construction n'utilisant pas d'instruments dilutifs.

	2016	2015
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	320 M€	276 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat dilué en euros par action	187,55 €	161,76 €

Note 16. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué. L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

16.1. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2016

31/12/2016	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	9 652	2 331	11 983
Chiffre d'affaires intersecteurs	(72)	(96)	(168)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 580	2 235	11 815
Résultat opérationnel courant	271	55	326
Autres produits et charges opérationnels	(16)	(7)	(23)
Résultat opérationnel	255	48	303
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	19	(5)	14
Autres produits et charges financiers	15	(12)	3
Impôt	(111)	(8)	(119)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	121	–	121
Résultat net des activités poursuivies	299	23	322
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
Résultat net	299	23	322
Résultat net part du Groupe	297	23	320
BILAN			
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	665	37	702
Immobilisations incorporelles	26	22	48
Goodwill	235	305	540
Coentreprises et entités associées	21	–	21
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	87	16	103
Actif d'impôt (exigible)	57	27	84
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 271	156	4 427
Autres actifs sectoriels	3 629	934	4 563
Actifs non affectés	–	–	–
Total Actif			10 488
Dettes financières non courantes	532	11	543
Provisions non courantes	768	85	853
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	23	1	24
Impôts courants	56	6	62
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	460	15	475
Autres passifs sectoriels ⁽²⁾	6 588	1 174	7 762
Passifs non affectés	–	–	769
Total Passif			10 488
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	483	51	534
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(200)	(17)	(217)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	(1)	(2)
Prix d'acquisition des activités consolidées ⁽⁴⁾	(4)	–	(4)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(243)	16	(227)
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie ⁽⁵⁾	(32)	(2)	(34)
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	476	61	537
Excédent (endettement) financier net ⁽⁶⁾	3 299	88	3 387
Cash flows libres	234	22	256

(1) Y compris les contrats de location financement.

(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.

(3) Nets de subventions d'investissement obtenues.

(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions.

(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs).

(6) Contribution de niveau secteur.

16.2. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2015

31/12/2015	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	9 928	2 216	12 144
Chiffre d'affaires intersecteurs	(71)	(98)	(169)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 857	2 118	11 975
Résultat opérationnel courant	292	57	349
Autres produits et charges opérationnels	(26)	(9)	(35)
Résultat opérationnel	266	48	314
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	12	(3)	9
Autres produits et charges financiers	16	1	17
Impôt	(94)	(14)	(108)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	55	1	56
Résultat net des activités poursuivies	255	33	288
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
Résultat net	255	33	288
Résultat net part du Groupe	244	32	276
BILAN			
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	703	40	743
Immobilisations incorporelles	25	21	46
Goodwill	251	306	557
Coentreprises et entités associées	25	1	26
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	102	14	116
Actif d'impôt (exigible)	43	24	67
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 181	211	4 392
Autres actifs sectoriels	3 668	787	4 455
Actifs non affectés	–	–	–
Total Actif			10 402
Dettes financières non courantes	546	27	573
Provisions non courantes	743	85	828
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	28	–	28
Impôts courants	48	5	53
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	506	32	538
Autres passifs sectoriels ⁽²⁾	6 407	1 039	7 446
Passifs non affectés	–	–	936
Total Passif			10 402
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	395	72	467
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(237)	(15)	(252)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	(1)	(2)
Prix d'acquisition des activités consolidées ⁽⁴⁾	–	(12)	(12)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	172	18	190
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie ⁽⁵⁾	11	7	18
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	456	77	533
Excédent (endettement) financier net ⁽⁶⁾	3 131	141	3 272
Cash flows libres	113	41	154

(1) Y compris les contrats de location financement.

(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.

(3) Nets de subventions d'investissement obtenues.

(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions.

(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs).

(6) Contribution de niveau secteur.

16.3. Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/2016	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 527	1 695	1 055	651	1 913	792	182	11 815
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	393	19	27	59	172	16	16	702
Immobilisations incorporelles	37	10	–	1	–	–	–	48
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	77	7	9	15	91	3	15	217
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	1	–	–	1	–	–	–	2
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	–	4	–	–	–	–	–	4

(1) Y compris les contrats de location financement.

31/12/2015	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 689	1 745	955	780	1 817	869	120	11 975
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	394	23	33	82	187	18	6	743
Immobilisations incorporelles	40	6	–	–	–	–	–	46
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(76)	(5)	(12)	(21)	(128)	(5)	(5)	(252)
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	–	–	–	–	–	(12)	–	(12)

(1) Y compris les contrats de location financement.

Note 17. Instruments financiers

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2016, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1. Couverture du risque de taux et du risque de change

17.1.1. Analyse par activité

(en millions d'euros)	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Achats à terme	314	50	364	527
Ventes à terme	332	35	367	301
Swaps de change	7	–	7	5
Swaps de taux ⁽¹⁾	15	–	15	3
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	1
Total	668	85	753	837

(1) Bouygues Construction Relais 4 millions d'euros au taux fixe payé de 0,77 % et Bouygues Development 11 millions d'euros au taux fixe payé de 0,81 %.

17.1.2. Analyse par échéance et par devise d'origine

(en millions d'euros)	Date d'échéance			Total	Devise d'origine						
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		EUR	CHF	GBP	USD	HKD	CAD	Autres
Achats à terme	355	9	–	364	216	7	5	99	4	5	28
Ventes à terme	304	63	–	367	32	1	28	158	95	21	32
Swaps de change	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	7
Swaps de taux	–	15	–	15	4	–	11	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	666	87	–	753	252	8	44	257	99	26	67

17.2. Valeur de marché des instruments de couverture

Dérivés à l'actif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couv. de JV	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	2	1	–	–	1	4	–	4	–
Ventes à terme	7	–	2	–	–	9	–	9	–
Swaps de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Swaps de taux	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total à l'actif	9	1	2	–	1	13	–	13	–

Dérivés au passif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couv. de JV	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	(6)	(4)	–	–	–	(10)	(2)	(8)	–
Ventes à terme	–	(9)	–	–	(2)	(11)	(1)	(10)	–
Swaps de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Swaps de taux	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total au passif	(6)	(13)	–	–	(2)	(21)	(3)	(18)	–
Total au actif/passif	3	(12)	2	–	(1)	(8)	(3)	(5)	–

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 %, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture diminuerait de - 0,1 million d'euros.

En cas d'évolution défavorable de 1 % de l'euro par rapport à chacune des autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à - 13,0 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2016

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.1. Engagements de garantie

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	5	–	4	1
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	69	4	44	21
Total Engagements de garantie donnés	74	4	48	22
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	–	–	–	–
Avals, cautions et garanties reçues	–	–	–	–
Total Engagements de garantie reçus	–	–	–	–

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2. Engagements contractuels divers

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers donnés	–	–	–	–
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers reçus	–	–	–	–

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.3. Contrats de location simple

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	44	10	31	3

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.4. Contrats de location financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location financement	4	1	2	1

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2015

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.5. Engagements de garantie

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	5	–	1	4
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	50	4	46	–
Total Engagements de garantie donnés	55	4	47	4
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	–	–	–	–
Avals, cautions et garanties reçues	–	–	–	–
Total Engagements de garantie reçus	–	–	–	–

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.6. Engagements contractuels divers

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers donnés	–	–	–	–
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers reçus	–	–	–	–

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.7. Contrats de location simple

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	41	8	26	7

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.8. Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2015	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location-financement	3	1	2	–

Note 19. Effectif moyen et engagements envers le personnel

19.1. Effectif moyen

	2016	2015
Cadres	8 628	8 648
Agents de maîtrise et employés	5 353	5 583
Compagnons	6 173	6 709
Sous-total effectif France	20 154	20 940
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	30 957	30 781
Total effectif moyen	51 111	51 721

19.2. Engagements envers le personnel

19.2.1. Engagements envers le personnel

	31/12/2015	Flux 2016	31/12/2016
Indemnités de fin de carrière	163	2	165
Médailles du travail	30	1	31
Autres avantages post-emploi (pensions)	2	5	7
Total	195	8	203

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en Passif non courant.

19.2.2. Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

19.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2016	2015
Montants comptabilisés en charges	190	191

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

19.2.2.2 Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée des obligations	165	163	29	26
Juste valeur des actifs du régime	–	–	(22)	(24)
Passifs nets comptabilisés	165	163	7	2

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2016	2015	2016	2015
Au 1^{er} janvier	163	163	2	2
Coûts des services rendus	9	4	1	1
Rendement attendu des actifs du régime	–	–	(1)	(1)
Ecart actuariels nets comptabilisés	–	–	(1)	(1)
Charges d'intérêt sur l'obligation	3	3	1	1
Impact au compte de résultat	12	7	0	0
Reprises utilisées ⁽¹⁾	(13)	(13)	–	–
Variations de périmètre et change	–	–	(1)	–
Ecart actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	3	6	6	–
Virement de rubrique et autres	–	–	–	–
Au 31 décembre	165	163	7	2

(1) La charge correspondant aux reprises utilisées est comptabilisée en charges de personnel au compte de résultat.

c. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation		
Indemnités de fin de carrière	1,7136 % (iboxx € corporate A10+)	2,09 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	2,8 %	4,0 %
Table de survie	INSEE	INSEE
Augmentation future des salaires		
Indemnités de fin de carrière	1 à 2,5 %	1,3 à 2,5 %
Pensions	3,45 %	3,50 %

Note 20. Informations sur les parties liées

20.1. Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Parties liées en amont	(192)	(192)	252	214	3 614 ⁽¹⁾	3 604	897	911
Activités conjointes	(23)	(43)	193	199	321	265	219	205
Coentreprises et entités associées	(1)	(4)	3	25	6	18	4	4
Autres parties liées	(5)	(6)	38	29	57	60	47	57
Total	(221)	(245)	486	467	3 998	3 947	1 167	1 177
Échéances < 1 an					3 963	3 913	658	771
Échéances > 1 an < 5 ans					19	19	509	406
Échéances > 5 ans					16	15	–	–
Dont pertes définitives sur créances irrécouvrables					–	–		
Dont dépréciation de créances					72	74		

(1) dont Bouygues Relais 2 127 millions d'euros ; Uniservice 1 410 millions d'euros.

Les engagements hors bilan présentés en Note 18 de la présente annexe incluent les engagements envers les parties liées pour 11 millions d'euros.

20.2. Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction

- La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de direction générale présents au 31 décembre 2016.
- Les rémunérations directes s'élèvent à 14 156 milliers d'euros dont 8 460 milliers d'euros de rémunération de base et 5 696 milliers d'euros de rémunération variable payée en 2017 et liée aux performances réalisées en 2016.
- Avantages à court terme : néant.
- Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2016 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 408 milliers d'euros.
- Avantages à long terme : néant.
- Indemnités de fin de contrat : concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 4 057 milliers d'euros à fin 2016.
- Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 30 mai 2016 (stock-options) est de 286 500 au cours de levée de 28,997 euros. La date minimale d'exercice est le 31 mai 2018.

Note 21. Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie

21.1. Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation nette par secteur des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des sorties de sociétés consolidées.

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2016
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations incorporelles	(4)	-	(4)
Goodwill	-	-	-
Actifs financiers non courants	6	1	7
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1	1
Actifs destinés à être cédés	23	-	23
Impact en capitaux	-	-	-
Dettes financières non courantes et courantes	-	-	-
Provisions non courantes	-	(1)	(1)
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	-	-
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	(16)	(16)
Besoin en fonds de roulement	1	19	20
Coût de cession (acquisition) total	26	4	30
Plus value sur cession de titres consolidés	113	(1)	112
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	(1)	(1)
Trésorerie cédée ou acquise	-	15	15
Flux de trésorerie résultant des cessions ou sorties de sociétés consolidées	139	17	156

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2015
Immobilisations corporelles	-	(2)	(2)
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Goodwill	-	(12)	(12)
Actifs financiers non courants	(30)	-	(30)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	-	(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(2)	(2)
Impact en capitaux	-	-	-
Dettes financières non courantes et courantes	-	3	3
Provisions non courantes	-	4	4
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	-	-
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
Besoin en fonds de roulement	-	(4)	(4)
Coût de cession (acquisition) total	(30)	(14)	(44)
Plus value sur cession de titres consolidés	87	-	87
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	-	-
Trésorerie cédée ou acquise	-	2	2
Flux de trésorerie résultant des cessions ou sorties de sociétés consolidées	57	(12)	45

21.2. Calcul du Cash Flow Libre

	31/12/2016	31/12/2015
Capacité d'autofinancement	534	467
Produit de l'excédent financier net	14	9
Impôt	(119)	(108)
CAF après produit de l'excédent financier net et impôt	429	368
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(217)	(252)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	44	38
Investissements d'exploitation nets	(173)	(214)
Cash Flow Libre	256	154

Note 22. Actifs ou activités détenus en vue de la vente

2 M€

Au 31 décembre 2016, le poste est constitué d'actifs corporels en cours de cession au Royaume-Uni.

Au 31 décembre 2015, il comprenait les actifs relatifs à la cession des 10 % du capital d'Alis et des prêts d'actionnaires. Cette cession est survenue le 15 juin 2016 (cf. Note 1 au paragraphe « Faits marquants de l'exercice »).

Note 23. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2016.

Missions (En milliers d'euros)	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	2016	%	2015	2016	%	2015	2016	%	2015	2016	2015
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 217	98 %	2 237	3 475	90 %	3 650	286	62 %	272	5 978	6 159
Missions accessoires	50	2 %	30	334	9 %	48	47	10 %	223	431	301
Sous-total 1	2 267	100 %	2 267	3 809	99 %	3 698	333	73 %	495	6 409	6 460
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	–	–	15	55	1 %	65	79	17 %	(1)	134	79
Autres	–	–	–	–	–	–	46	10 %	5	46	5
Sous-total 2	–	–	15	55	1 %	65	125	27 %	4	180	84
Total charge d'honoraires	2 267	100 %	2 282	3 864	100 %	3 763	458	100 %	499	6 589	6 544

Note 24. Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2016

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
INTÉGRATION GLOBALE						
1 - Bouygues Construction						
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· France						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Distrimo SNC	Cléon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Materiel SNC	Tourville-La-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
GIE Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis SNC	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
· Étranger						
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis Maroc	Casablanca	Maroc	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
2 - Bouygues Bâtiment Ile-De-France						
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· France						
Bati Renov SA	Orly	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brézillon SA	Margny-Lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Élan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Île-de-France (Ex Sodearif)	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Cogemex SAS	Ivry-sur-Seine	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
3 - Filiales Entreprises France Europe						
· France						
Linkcity Centre Sud-Ouest (ex Cirmad Centre Sud-Ouest)	Merignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Nord-Est (ex Cirmad Nord-Est)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Sud-Est (ex Cirmad Grand Sud)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Grand Ouest (ex Cirmad Prospectives)	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest (ex DV)	Merignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est (ex GFC)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex Quille Construction)	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est (ex Pertuy)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Quille SA	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· Étranger						
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Colt España	L'Hospitalet de Llobregat	Espagne	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Losinger Holding AG	Lucerne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Richelmi SA	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
4 - Bouygues Bâtiment International						
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· France						
Kohler Investment	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
· Étranger						
Americaribe Inc.	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée équatoriale SA	Malabo	Guinée équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construção Brasil	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Perú	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues UK Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai/VSL Australia Ltd	Bangkok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme USA Inc.	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bysolar Asia Ltd	Hong Kong	Chine	–	100,00 %	–	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering and Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Hallmark - BY Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	–	100,00 %	–
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Leadbitter Bouygues Holding Limited et ses filiales	Abingdon	Royaume-Uni	–	100,00 %	–	100,00 %
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %
Thomas Vale Group	Worcestershire	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tower Hamlets LEP Ltd	Londres	Royaume-Uni	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VCES Holding SRO et ses filiales	Prague	République tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres	Royaume-Uni	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Linkcity Poland (ex Bypolska Property Development)	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
5 - Autres filiales BI						
· Étranger						
Asiaworld Expo Management Ltd	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages - Bouygues TP MTRC SCL 1128	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
6- Bouygues Travaux Publics						
Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· France						
DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Régions France SA	Labège	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· Étranger						
Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	–	100,00 %	–
Bouygues Civil Works	Johannesburg	Afrique du Sud	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa Province Orientale	Rep. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mining and Rehandling Services (Mars)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne du Métro d'Abidjan (Sicma) SA	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	–	100,00 %	–
7 - VSL						
VSL International Ltd	Köniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· Étranger						
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	69,91 %	70,00 %	70,00 %	70,00 %
VSL Brasil Recuperação Construção LTDA	Sao Paulo	Brésil	–	100,00 %	–	100,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	67,00 %	67,00 %	67,00 %	67,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubaï	Émirats Arabes Unis	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	78,40 %	78,40 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paco De Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems (Brunei)	Darussalam	Brunei	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequez	Prague	République tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8 - Bouygues Energies & Services						
Bouygues Energies & Services SAS	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
· France						
Axione	Malakoff	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Fondations	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Industrie et Logistique	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Marc Favre SAS	Valleiry	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumière SAS	Montigny-Le-Brettonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
· Étranger						
Axione Gabon SA	Libreville	Gabon	100,00 %	–	100,00 %	–
Bouygues E&S Technics Schweiz (ex Balestra Galiotto TCC)	Grand-Lancy	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Barking & Dagenham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Barnet Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BY Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Lewisham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mid Essex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
North Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Central Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Congo	Brazzaville	Congo	–	100,00 %	–	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	90,17 %	93,85 %	90,17 %
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gastier et ses filiales	Montréal	Canada	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %
GIE Lumen	Libreville	Gabon	63,31 %	63,31 %	75,00 %	75,00 %
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Schweiz (ex Mibag Property FM)	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG	Zug	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	43,35 %	43,35 %	51,00 %	51,00 %
Peterborough Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %
Bouygues E&S Gabon	Libreville	Gabon	84,42 %	84,42 %	84,42 %	84,42 %
West Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Abakus Byes Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	–	100,00 %	–
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	–	100,00 %	–
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1 - Bouygues Bâtiment Ile-de-France						
Chrysalis Developpement SAS	Paris	France	65,00 %	65,00 %	65,00 %	65,00 %
2 - Filiales Entreprises France Europe						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	–	50,00 %	–
3 - Bouygues Bâtiment International						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	–	50,00 %	–
4 - Bouygues Travaux Publics						
Bombela Civils JV Ltd	Johannesbourg	Afrique du Sud	45,00 %	45,00 %	45,00 %	45,00 %
Société pour la réalisation du Port de Tanger Mediterranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Constructeurs CSO Vichy	Lyon	France	66,00 %	66,00 %	66,00 %	66,00 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	–	33,00 %	–
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
5 - Bouygues Energies & Services						
Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
Plessentiel GIE	Guyancourt	France	28,50 %	28,50 %	28,50 %	28,50 %
Plessentiel SAS	Guyancourt	France	28,50 %	28,50 %	28,50 %	28,50 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1 - Bouygues Construction						
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2 - Filiales Entreprises France Europe						
Europertil	L'hospitalet de Llobregat	Espagne	–	50,00 %	–	50,00 %
3 - Bouygues Bâtiment International						
Anfab21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Hermes Airports Ltd	Nicosie	Chypre	22,00 %	22,00 %	22,00 %	22,00 %
Zaic A Limited	Leeds	Royaume-Uni	20,77 %	20,77 %	20,77 %	20,77 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
4 - Bouygues Travaux Publics						
Adelac SAS	Archamps	France	–	39,20 %	–	39,20 %
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	45,00 %	45,00 %	45,00 %	45,00 %
Bombela TKC JV PTY Ltd	Johannesburg	Afrique du Sud	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	48,89 %	48,89 %	48,89 %	48,89 %
Warnowquerung	Rostock	Allemagne	30,00 %	30,00 %	30,00 %	30,00 %
5 - VSL						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Corée	Séoul	Corée du Sud	–	31,82 %	–	31,82 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construction	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
6 - Bouygues Energies & Services						
Abakus BYES Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	–	51,00 %	–	51,00 %
Betron	Ottawa	Canada	42,50 %	42,50 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bouygues Construction, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les provisions courantes et non courantes figurant au bilan ont été évaluées telles que décrites dans la note 2.2.2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés. Au regard des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions est fondée en particulier sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques.
- Comme indiqué dans la note 2.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe comptabilise les contrats de construction selon la méthode à l'avancement, consistant à fonder les résultats à l'avancement sur des estimations des résultats à terminaison. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations des résultats à l'avancement qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 24 mars 2017

Les Commissaires aux comptes

MAZARS
Julien Marin-Pache Guillaume Potel

ERNST & YOUNG Audit
Laurent Vitse

Comptes individuels

Bilan de Bouygues Construction au 31 décembre 2016

Actif (en millions d'euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	77	60	18	22
Immobilisations corporelles	27	16	11	12
Immobilisations financières :				
· Participations	666	28	638	646
· Autres	427	0	427	432
Sous-total	1 093	28	1 065	1 078
Actif immobilisé	1 197	103	1 094	1 111
Stocks et en-cours	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	17	0	17	20
Autres créances	262	14	247	307
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	2 148	0	2 148	2 317
Actif circulant	2 427	14	2 412	2 643
Comptes de régularisation et assimilés	88	0	88	103
Total actif	3 712	118	3 595	3 858

Passif (en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	0	0
Réserves	13	13
Report à nouveau	(15)	236
Résultat de l'exercice	371	249
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
Capitaux propres	512	640
Autres fonds propres	0	0
Provisions	44	48
Dettes financières	561	556
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32	25
Autres dettes non-financières	61	68
Dettes non financières	93	92
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 318	2 441
Comptes de régularisation et assimilés	66	81
Total passif	3 595	3 858

Compte de résultat de Bouygues Construction au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	2016	2015
Chiffre d'affaires	178	174
Autres produits d'exploitation	2	2
Achats et variations de stocks	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	(4)	(3)
Charges de personnel	(65)	(61)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(106)	(105)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(8)	(8)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	2	1
Résultat d'exploitation	(1)	(0)
Produits et Charges Financiers	377	251
Résultat courant (avant impôts)	376	250
Produits et Charges Exceptionnels	0	0
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les bénéfices	(5)	(2)
Résultat net	371	249

Tableau de financement en flux de trésorerie de Bouygues Construction SA au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
A - OPÉRATIONS LIÉES A L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement :		
· Résultat de l'exercice	371	249
· Dotations aux amortissements	8	9
· Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	4	7
· Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	0	0
Sous-total	383	265
Variation du Besoin en Fonds de Roulement :		
· Actif circulant et comptes de régularisation	78	(80)
· Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	(13)	44
Trésorerie provenant de l'activité	448	229
B - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
· Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles	(4)	(3)
· Acquisitions de participations financières	0	(6)
Sous-total	(4)	(10)
Cessions des actifs immobilisés :		
· Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
· Cessions de participations financières	0	0
Immobilisations financières diverses nettes	(8)	(24)
Dettes nettes sur immobilisations	0	0
Trésorerie affectée aux investissements	(11)	(34)
C - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	0	0
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(500)	(253)
Dettes financières nettes	18	16
Trésorerie résultant du financement	(482)	(237)
Variations de la trésorerie (A + B + C)	(45)	(42)
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	(124)	(82)
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(45)	(42)
Incidence des virements de rubriques	-	-
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	(169)	(124)

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants.

Liste des filiales et participations - Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		
				Brute	Nette	
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS ^{(1) (2)}						
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)				634	626	
Filiales françaises						
DTP	10	2	100,00	24	24	
Bouygues Bâtiment International	25	69	89,32	75	75	
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	13	99,70	103	103	
Bouygues Travaux Publics	41	20	90,25	93	93	
Bouygues Energies & Services ⁽⁵⁾	51	77	100,00	158	158	
Quille	15	4	100,00	43	43	
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	5	100,00	35	35	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	8	100,00	11	11	
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00	6	6	
Fichallenge	2	(6)	100,00	2	1	
Challenger	0		99,99	15	15	
Filiales étrangères						
VSL (Suisse)	2	(23)	100,00	32	32	
Losinger Holding (Suisse)	15	8	99,96	22	22	
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	54	100,00	6	6	
Acieroid (Espagne)	5	(2)	93,81	7	-	
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler						
Total						
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.						
Filiales françaises (ensemble)				2	1	
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾				0	0	
Participations dans des sociétés françaises				30	11	
Participation dans des sociétés étrangères				0	0	
Total				666	638	

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation (Taux 31 décembre 2016).

(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du Groupe.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observation
	669	180				
			38	8		
	134	97	523	33		
	0		1 733	44	28	
	44	49	924	215	195	
	261	26	2 331	23	41	
			4	36	43	
	0		316	13	7	
	0	9	202	8	12	
	0		413	14	13	
			–	(1)		
			18	2		
	87		25	17		1 CHF = 0,931185
	0		–	51	49	1 CHF = 0,931185
	132		254	5		1 HKD = 0,122323
	9		36	(11)		
	8				7	
					0	
	0					
	0					
	678					

Direction de la Communication de Bouygues Construction.
Conception et réalisation : agence **ansthophane**
Avril 2017. Disponible en français ou en anglais, le Rapport financier 2016
peut être téléchargé sur www.bouygues-construction.com



Bouygues Construction
1, avenue Eugène Freyssinet Guyancourt
78065 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tél.: +33 (0)1 30 60 33 00

www.bouygues-construction.com • blog.bouygues-construction.com
twitter.com/bouygues_c • youtube.com/bouyguesconstruction

